ALTERNATIVE
libertaire

AL 222 - NOVEMBRE 1999

Accueillons toute la richesse du Monde !

Stop aux expulsions !

CULTURE ET FÉMINISME
La règle non-écrite
Cécily

DÉBAT
Lettre ouverte aux Écolos participationnistes
Anne Martin

ARRÊT SUR IMAGE
Le retour des rafles
Gun et Babar

SYNTÈSE
Écologie gouvernementale,
un conservatisme moderne
Collectif

PASSONS À L'ATTAC
Bouffons du riche,
pas de la merde !
Scalp Noaed

APPEL
Pour l'autonomie du mouvement social
Collectif

EN MOUVEMENT
Dazibao
Collectif

CHRONIQUE
Le fond de l'air effraie !
Gun

SOYONS CONCRETS
Bori-"rage"
Cerise

DUTROUX, PRÉDATEUR ISOLÉ
La Vérité ?
Marc Reisinger

MONDIALISATION
L'OMC lorgne sur l'École
Nico Hirtt

DANS LE TEXTE
Appel Pour une École Démocratique
APED

BONNES PAGES
Les Égorgeurs de Benoist Rey
Mato Topé

AVOIR MAL AU MONDE
L'horreur est-elle humaine ?
Luc Spirlet

POING FINAL
À propos de "L'affaire Delphine"

Marc Reisinger

L'Union régionale
Belgique francophone
de la Fédération Anarchiste
se réunit le **jeudi 18 novembre**
Infos au 069/77.34.07

Le mensuel anar flamand

De Nar

vous invite à
un concert de soutien
le **samedi 6 novembre**
(à partir de 17h)
salle Onze Huis à Louvain
(Goudbloemenstraat)
avec René Binamé & The Ex
Infos 016/30.96.68
Postbus 136 à 3000 Leuven
narredax@hotmail.com

CULTURE ET FÉMINISME

La règle non-écrite

Cécily

Comment déplacer la pierre sur laquelle on est assise...

Il y a cinq ans, pour suivre mon lieu de travail, je suis arrivée toute seule dans une ville étrangère. Je me suis dit : *À moi la belle vie ! Je vais rencontrer des gens et faire partie du monde*.

Je veux des copains et des copines, et que certaines relations mûrissent jusqu'à l'amitié. Je ne veux pas rencontrer l'homme de ma vie, car j'en ai déjà un, ni avoir des relations sexuelles de ci de là. Je cherche des amis et des amies. **Impossible** !

Sens interdits

Je ne rencontre que des hommes. Aucune des femmes que je croise ne manifeste le moindre désir de faire un pas vers moi : nous nous parlons un peu parce que par hasard nous nous trouvons au même endroit, et puis nous nous quittons jusqu'au prochain hasard. Les femmes passent, rentrent chez elles ; elles n'accrochent pas. Des femmes téflon.

Avec mon ami, nous avons invité un de mes collègues et son épouse. Comme il avait dit auparavant du bien de moi à sa femme, elle a été jalouse et ne m'a pas parlé. Alors, nos deux hommes ont sympathisé pendant qu'elle et moi étions cantonnées dans des rôles de figurantes.

Des hommes mariés ne voient aucun mal à me fréquenter, jusqu'à ce que leur épouse les tire par la manche... comme si en ne faisant que parler, j'avais de leur homme la meilleure part.

D'autres hommes mariés me fuyent depuis qu'ils ont compris que je veux aller manger un bout avec eux sur le temps de midi, au lieu de manigancer un rendez-vous plus discret et à leurs yeux plus fructueux.

Où sont les femmes ? Pourquoi me laissent-elles seule, comme pour me provoquer à jouer un rôle que je ne veux même pas jouer ?

En attendant, je trouve à passer le temps avec des divorcés qui se posent des tas de questions fondamentales sur les relations entre hommes et femmes. Nous avons des conversations grandioses. Ils sont Socrate et je suis Diotime. Mais ce qu'ils cherchent, c'est la femme de leur vie. Quand ils comprennent que je ne serai jamais candidate, ils entreprennent de chercher ailleurs. Un jour, ils me présentent quelqu'une. La première chose que fait celle-ci, c'est encore une fois de se sentir jalouse et de tirer son compagnon par la manche, loin de moi.

J'ai rencontré quatre divorcés qui étaient amis depuis des années. J'ai cru qu'enfin je serais inclue dans un petit groupe comme je le cherche, pour aller à des concerts et sou-per ensemble une fois de temps en temps, comme ils ont depuis longtemps l'habitude de le faire entre eux.

En réalité, ils m'ont chacun demandé l'un après l'autre lequel d'entre eux je choisirais, et maintenant je ne les vois plus.

En cinq ans, j'ai fait du chant et du solfège, puis j'ai fait le tour de la nébuleuse de gauche pour militer et rencontrer des gens aimant parler. Jamais je n'ai trouvé la position intermédiaire que je cherche entre *Bonjour-ça-va ?* et la négociation d'un projet conjugal. Quand on s'intéresse à moi, c'est uniquement pour entammer la négociation d'un projet conjugal. Les autres s'en tiennent à : *Bonjour-ça-va ?* et il est impensable de passer une soirée ensemble. Je n'entends jamais : *Nous allons ici, nous allons là : tu viens avec nous ?*

Résignation ?

Je n'ai plus qu'une chose à faire : oublier mon désir "utopique". Je n'irai plus jamais au restaurant qu'avec mon compagnon. Je n'irai plus jamais au concert qu'avec lui. Plus personne ne viendra chez moi, sinon lui. Si je passe encore des soirées au sein d'un groupe, ce sera accrochée à son bras.

Quand je rentrerai du boulot, je passerai devant les terrasses ensoleillées des cafés ; on me sifflera toujours, on me hèlera encore comme un chien, et pendant une dizaine d'années je passerai mon chemin la tête enfoncée entre les épaules, ce qui signifie : *Je suis prise !*

Après, je pourrai me détendre le cou : j'aurai acquis le privilège de passer inaperçue.

Que suis-je dans la société ? Un objet sexuel ; sinon rien. C'est un chantage : ou bien je baise, ou bien on me boude.

C'est ainsi qu'on normalise les femmes selon la norme masculine, c'est-à-dire **qu'on les exclut de l'amitié entre elles ou avec des hommes, pour qu'elles se mettent au service sexuel de l'homme.** Un chantage ! Ben tiens. C'est fou comme cela donne envie d'y céder.

Amitié

Le sexe n'a pas à occuper toute la place. Il doit en laisser à l'amitié. Or, l'amitié, c'est avec l'autre sexe mais surtout avec le sien.

Je souhaite que les femmes se mettent à sortir ensemble. Qu'elles forment des sociétés entre elles. Des réseaux ouverts, aérés : qu'elles vivent avec le désir d'inclure de nouvelles femmes dans leur réseau de relations. Que la société contienne la possibilité permanente de se retrouver entre femmes, dès qu'on en a besoin, et on en a besoin.

Cela seul peut mettre fin au chantage sexuel et conjugal qui nous enferme toutes, en vertu de la règle patriarcale non écrite dont je viens de démontrer le fonctionnement et le poids.

Cécily

DÉBAT

Lettre ouverte aux Écolos participationnistes

Anne Martin

Chers vous tous...

À un peu moins de trois mois de participation des Écolos aux divers gouvernements, est-il permis à l'électeur vert de porter un regard critique, voire une motion radicale de défiance sur ce début de législature ?

J'ai voté aux européennes pour Vincent Decroly et de ce fait ma voix profite au parti Écolo. Je tiens à expliquer ma démarche, je ne suis pas naïve, je savais très bien qu'en acceptant le jeu des élections sans mandats impératifs, ma voix pouvait être utilisée à d'autres fins que celles recherchées. Comme d'autres militants des *Comités blancs*, j'ai voulu que mon vote soutienne des personnes qui se sont distinguées par leur action politique en faveur de la recherche de la vérité sur les enquêtes criminelles impliquant (pour le moins) une défaillance des structures de l'État. Dans l'Affaire Dutroux, en particulier, de

nombreux "dysfonctionnements" ont été mis à jour par un travail parlementaire remarquable. Je voulais que mon vote perpétue ce désir d'éclaircissement des responsabilités du personnel de l'appareil étatique (police, magistrature) afin de le sanctionner et afin aussi de limiter leur pouvoir en montrant comme il lui est facile de "dysfonctionner". Mon vote et ma lutte dans les *Comités blancs* ne demandent pas une réponse sécuritaire ; voter Decroly, c'est voter à gauche du PS et d'Écolo.

Les socialistes du siècle passé ont décliné pendant un siècle pour devenir ce qu'il sont aujourd'hui, sociaux-démocrates ou libéraux light. Quel constat peut-on tirer (doit-on tirer) de la participation écologiste ? C'est qu'il ne leur a fallu que quelques mois pour arriver à une politique fascistoïde avec les socialistes et libéraux. Fascistoïde, parce que je ne vois pas ce que c'est d'autre qu'une politique à droite de la droite. Le Pen et Nols en parlaient des charters, aujourd'hui, c'est fait. La police fait des faux, rafle les gosses à l'école, garde les camps de concentration (c'est le juste mot, c'est là qu'on concentre les populations indésirables).

En une phrase, elle traque des êtres humains (malades et mineurs d'âge compris) qui n'ont pas commis de délit, afin de les enfermer malgré leur innocence. Le pouvoir politique cautionne. Quelle énergie gaspillée ! En parlant de Tsiganes, moi, c'est l'image d'un gamin d'une dizaine d'années qui me vient à l'esprit. Ce petit garçon gitan mutilé sexuellement, coupé en morceaux et retrouvé dans un sac de sport jeté à l'eau à Anvers. La presse en a fait peu écho. C'était il y a trois mois. Un début d'enquête semble montrer que la prostitution enfantine n'est pas rare à Anvers.

Je reviens aux mandataires politiques, principalement aux Écologistes. Et je me demande s'ils n'en n'ont pas rien à foutre des gosses violés et trucidés,

contrairement à ce qu'ils laissaient entendre lorsqu'ils étaient dans l'opposition. S'ils ne démissionnent pas, est-ce que la politique à venir répondra aux diverses questions que je me pose ?

1. Sur l'argument économique, d'abord. En quoi le renvoi de x personnes indésirables en Belgique est bénéfique aux caisses de l'État ? Car combien coûte la maintenance de l'outil des expulsions (police, centres fermés, magistrats statuant sur le droit d'asile, appel et Conseil d'État, Office des étrangers... et les billets d'avions, tout gain pour le privé !) ?

2. Comment justifieront-ils, pour le rapatriement des Tsiganes, le non-respect des conventions des droits humains ?

3. La Belgique ne risque-t-elle pas une condamnation de la Cour Européenne et donc une amende ?

4. Qu'est-il fait pour contrer l'exploitation des illégaux ? Pourquoi les sanctions pénales contre ces exploiteurs sont-elles si faibles ? Que risque le propriétaire qui loue aux sans-papiers ? La famille Trucmuche devra-t-elle se passer de la femme de ména- ge polonaise ? Oh, angoisses. Stop à l'hypocrisie.

5. Les Écologistes finiront-ils par distinguer les migrations humaines de l'immigration et adapter leur politique ?

Les phénomènes que l'Europe cherche encore à affronter comme des cas d'immigration sont au contraire des cas de migration. Le tiers-monde est en train de frapper à la porte de l'Europe, et y entre même si l'Europe n'est pas d'accord. Le problème n'est plus de décider (comme les politiciens feignent encore de le croire) si on admet à Paris des étudiantes avec le tchador ou combien de mosquées on doit ériger à Rome. Le problème est qu'au prochain millénaire () *l'Europe sera un continent multiracial, ou si vous préférez, "coloré". Si cela vous plaît, ce sera ainsi ; et si cela ne vous plaît pas, cela sera ainsi aussi.*
L'immigration est contrôlable politiquement, les migrations non ; elles sont comme des phénomènes naturels. Umberto Eco, *Cinque scritti morali*, 1997.

6. Il ne s'agit donc pas d'un problème belge ou européen mais bien mondial : comment gérer les ressources et les richesses de la planète. Est-ce en laissant les capitaux circuler librement alors que la personne humaine est rivée au sol ? L'argent est a-national, au-dessus des lois qui

brisent l'existence. Celle de Semira, des Tsiganes rapatriés et des autres expulsés. Il ne sera jamais possible d'expulser humainement. Écolo, vous vous leurrez en le pensant.

7. Un dernier point pour Monsieur Morael et Madame Durant ou comment apprendre la langue de bois en trois mois sans méthode Assimil ! De cette dernière, entendu sur RTBF radio le lundi 4.10 à 13h, à propos de la problématique des réfugiés : *Il ne faut pas sombrer dans l'irrationnel...* C'est à ce genre d'argument qu'a été confronté le *Mouvement blanc* dans la législature précédente. Argument avancé par les membres de "l'appareil d'État" auquel, selon ses dires, appartient la vice-première Écolo. CQFD.

Anne Martin
(le 10 octobre 1999)

ARRÊT SUR IMAGE

Le temps des rafles est revenu

Gun et Babar

Le mardi 5 octobre 1999 à 17h50, un Tupolev slovaque s'envolait de l'aéroport militaire de Melsbroeck (Bruxelles) à destination de Kovice, en Slovaquie. Il transportait à son bord 74 réfugiés tziganes, déboutés du droit d'asile. C'était le premier "lot" des 450 Tziganes d'origine slovaque que le gouvernement belge a décidé d'expulser du pays.

Volontaires
pour se faire expulser

Après avoir été rassemblés par la police de Gand et de Tirlemont, les familles tziganes ont été mises en détention dans le centre d'enfermement 127 bis de Steenokkerzeel, véritable prison de haute sécurité pour sans-papiers déboutés du droit d'asile.

Dans la journée du 1er octobre, le Ministère de l'Intérieur a prétendu que les Tziganes s'étaient rendus de leur plein gré aux autorités et que tous acceptaient volontairement de retourner en Slovaquie.

Pourquoi, dans ce cas, les avoir enfermés derrière les grilles d'un centre fermé ?

Si l'on devait croire Antoine Duquesne, le Ministre de l'intérieur (libéral), le gouvernement n'arriverait plus à contenir le flot de candidats "volontaires" qui se pressent joyeusement aux portes des centres fermés pour se faire expulser.

En réalité, les Tziganes furent victimes d'une machination, perfidement préparée par les autorités, pour procéder à leur expulsion forcée. La convocation qu'ils ont reçue était pour le moins fallacieuse : *Afin de compléter le dossier concernant votre demande d'asile, vous êtes invités, vous et votre famille, à vous rendre au bureau de police de Gand le 1er octobre. Dans l'espoir de pouvoir vous recevoir au jour- dit, je vous remercie d'avance. Signé : le commissaire de police.*

Lorsque les Tziganes se sont présentés à cette "invitation", convaincus que l'administration allait enfin faire avancer leurs dossiers en vue de régulariser leur situation, le piège s'est refermé sur eux : ils furent arrêtés et maintenus en captivité jusqu'au moment de leur déportation. Une lettre identique fût également envoyée par la police de Tirlemont (Flandre) et le même procédé avait déjà été utilisé par les autorités communales de la ville de Verviers (près de Liège) pour tenter d'expulser deux sans-papiers au mois de janvier de cette année (voir *Alternative Libertaire* 215, p.11).

Face à de tels agissements, il n'est pas extravagant de faire remarquer que cette méthode avait également été utilisée par les nazis pour déporter des Tziganes et des Juifs dans les années 30 et 40.

Le bruit des bottes

Dans la soirée du vendredi 1er octobre où les Tziganes furent amenés au centre 127 bis, de nombreux manifestants se sont rassemblés pour protester devant les grillages du centre de détention. Parmi eux, se trouvaient plusieurs députés, qui furent violemment refoulés par des pandores casqués, boucliers et matraques aux poings, alors que, selon la loi belge, les parlementaires sont censés bénéficier d'un droit de visite à tout moment dans tous les bâtiments appartenant à des institutions publiques.

Aux fenêtres des cellules, les prisonniers avaient accroché des draps blancs afin d'attirer l'attention. On pouvait entendre des cris d'enfants, provenant du centre, qui déchiraient les alentours. La colère des manifestants fut calmée par la gendarmerie, à grands jets d'eau d'autopompes.

Les députés ont fini par obtenir l'autorisation de pénétrer dans le centre où ils ont pu prendre quelques contacts avec les réfugiés et constater qu'ils avaient bel et bien été emmenés contre leur volonté.

Les Droits de l'Homme ?
Le gouvernement
s'en moque !

Le lundi qui suivit la rafle des Tziganes, la Cour Européenne de Strasbourg fut saisie en "extrême urgence" par une famille tzigane ainsi que par la Ligue des Droits de l'Homme, au nom des 450 autres Tziganes visés par ces mesures.

Suite à ces requêtes, la *Cour Européenne des Droits de l'Homme* indiqua alors au gouvernement belge qu'il n'était pas souhaitable d'expulser les requérants vers la Slovaquie et invita les autorités à fournir les informations suivantes :

" 1.- Avant de décider de l'expulsion des requérants, les autorités ont-elles examiné l'allégation des intéressés selon laquelle ils seraient exposés au risque de traitements inhumains et dégradants en Slovaquie.

"2.- Comment s'explique-t-il qu'il soit procédé à l'expulsion des requérants vers la Slovaquie, avant que le conseil d'État ait statué sur les recours qu'ils ont introduits le 3 août 1999 et qui tendent à l'annulation et au sursis à exécution de la décision par laquelle, le 18 juin 1999, le Commissariat général aux réfégiés et aux apatrides leur a refusé le statut de réfugiés ?".

Malgré la demande de la Cour Européenne, le charter de la honte est parti, comme prévu, à 17h50. Le Ministère de l'intérieur affirme n'avoir reçu la demande officielle qu'à 18h15, soit vingt cinq minutes après le décollage de l'avion de rapatriement.

Or, la RTBF (Radio Télévision Belge Francophone) diffusait l'information sur les ondes dès 17h. Le document avait été envoyé par fax vers 16h au Ministère de la Justice, qui a donc mis 2h15 avant de le transmettre au Ministère de l'intérieur.

Sans doute pour ne pas laisser son Ministre de l'intérieur s'empêtrer seul dans la confusion et pour éviter de donner une image désorganisée du gouvernement, le Premier Ministre Guy Verhofstad (libéral, lui aussi) a alors repris les choses en main en déclarant du haut de tout son mépris : *La demande de la Cour Européenne des Droits de l'homme ne présente aucun caractère contraignant*. Bref, en Belgique, les Droits de l'Homme, on s'en tamponne... royalement.

Écolo : du compromis à la compromission

Chez les Verts, on est en pleine crise de schyzophrénie. On peut, en effet, difficilement s'opposer à la politique d'expulsion des sans-papiers qui est actuellement pratiquée, tout en étant présent... au gouvernement.

Il faut savoir que depuis les dernières élections du 13 juin, le gouvernement belge est constitué d'une curieuse coalition, dite *arc-en-ciel*, regroupant des libéraux (bleus), des socialistes (roses) et des écolos (verts). Or, lorsqu'on mélange ces trois couleurs, tout ce qu'on obtient, c'est une jolie couleur... caca d'oie.

Le secrétaire fédéral Écolo, Jacky Morael, dans un courrier adressé samedi 2 octobre au Premier Ministre, se contente de critiquer uniquement *la précipitation avec laquelle le rapatriement est organisé*. Isabelle Durant, vice-première ministre Écolo, ne parle, quant à elle, que de *dérapage*. Si Magda Aelvoet, Ministre Écolo de la santé, réclame une enquête, elle précise cependant qu'il convient *avant tout de respecter l'accord gouvernemental*.

Cet accord gouvernemental prévoit l'expulsion de plusieurs milliers de réfugiés dans l'année à venir.

Pour beaucoup de militants de base et de sympathisants Écolos, c'est l'écurement.

Images surréalistes, certains députés Écolos continuent, malgré tout et contre la majorité de leur parti, de poursuivre le combat contre les expulsions... comme s'ils étaient toujours dans l'opposition.

Autant dire que l'ambiance au sein du parti est des plus tendues avec les Écolos gouvernementaux (participationnistes), partisans du "réalisme politique"...

De son côté, le mouvement social continue à mobiliser l'opinion, notamment en manifestant le samedi 9 octobre devant le sinistre Centre fermé de Vottem (près de Liège) avec toujours les mêmes revendications **arrêt des expulsions fermeture des centres fermés, régularisation des sans-papiers liberté de circulation et d'installation**.

Visiblement, un an après l'assassinat de Sémira Adamu par des gendarmes qui tentaient de l'expulser *manu militari*, et après cette première vague de déportation ethnique des Tziganes, la situation des sans-papiers ne s'est guère améliorée du fait de la participation des Écolos au sommet du pouvoir.

Gun et Babar
(8.10.99)

SYNTÈSE

Écologie gouvernementale, un conservatisme moderne

L'écologie gouvernementale : une justification moderne du néo-libéralisme ?

Les coalitions sociales-libérales qui gouvernent la plupart des États de l'Union Européenne intègrent des partis verts dans un nombre croissant de pays.

En Belgique, les Verts d'**Agalev** (flamands) et d'**Écolo** (francophones) ont opté majoritairement (mais avec une forte opposition interne), en juillet 1999, pour la participation à des gouvernements alliant libéraux, "socialistes" et verts.

En Allemagne, la participation des **Grünen** au gouvernement Schroeder, depuis la fin de l'année dernière, accélère et objective le recentrage d'une force qui incarna longtemps, outre-Rhin et ailleurs, l'espoir d'une véritable alternative écologiste et sociale. Comme le rappelle René Hamm (voir AL 219, été 1999), *plus de huit mois après, le texte* (de l'accord entre le SPD et les Grünen) *est complètement battu en brèche et les deux chapitres portant un cachet vert ont d'ores et déjà subi maintes retouches. La "sortie du nucléaire" semble reportée aux calendes grecques ; le dernier des 19 réacteurs pourrait ne cesser de turbiner que d'ici... 2029 et concernant le code de la nationalité, la refonte du "jus sanguinis" datant de 1913 n'a que peu à voir avec le libellé initial*. Et solidarité gouvernementale oblige, les Grünen ont dû, par ailleurs, cautionner l'intervention de l'OTAN au Kosovo et soutenir une politique économique de plus en plus clairement libérale, le nouveau ministre des Finances promettant 30 milliards de marks d'économies réalisées d'abord sur les dépenses sociales.

Les Grünen sont-ils en passe de réaliser le vu de Franz Schloser, l'un des dirigeants du patronat de l'Industrie et du Commerce, qui, en 1996, souhaitait qu'ils deviennent *le correctif libéral des sociaux-démocrates* jugés encore excessivement néo-keynésien (cité par René Hamm) ?

Cette orientation droitière est désormais assumée par la direction du parti et par une partie croissante de ses cadres les plus jeunes.

Ainsi, les 25 et 26 juin dernier, 40 responsables "de la jeune génération" rendaient public un manifeste libéral réclamant une révision radicale du programme du parti. Le document, signé notamment par quatre députés, considère que les Grünen doivent achever leur conversion au libéralisme conformément aux vux de Joschka Fischer et s'appuyer plus particulièrement sur les "couches urbaines modernes".

En simplifiant le trait, on peut dire que l'intégration des partis verts européens à des exécutifs sociaux-libéraux a trois conséquences politiques majeures.

D'une part, elle accélère le processus de bureaucratisation des partis verts qui, désormais, "fonctionnent" le plus souvent comme des partis

politiques classiques, à savoir des "entreprises politiques" largement dominées par des professionnels élus ou permanents.

D'autre part, elle tend à canaliser les revendications écologistes en confiant à des leaders verts le soin de mettre en scène l'accompagnement environnemental de politiques publiques qui demeurent étroitement influencées par les différents lobbies productivistes.

Enfin, la tendance à la domestication des partis verts s'accompagne d'un processus de mise en forme d'un **conservatisme moderne** dont l'une des originalités est d'élaborer de nouvelles justifications des politiques néolibérales à partir du détournement de thématiques écologistes.

Pour s'en convaincre, il est nécessaire de faire un détour par l'expérience française qui, à bien des égards, a servi de laboratoire à ces multiples reclassements.

Repli conjoncturel

Revenons sur la genèse de la formation du gouvernement "pluriel".

En juin 1997 Dominique Voynet accepte la direction du ministère de l'Environnement et de l'aménagement du territoire sans véritable stratégie institutionnelle préalable, ni rapport de forces minimal avec la direction du Parti socialiste. L'accord entre les Verts et le PS s'est noué, en effet, dans un contexte d'affaiblissement de la principale force écologiste sur fond de décrue des mobilisations écologistes. Amoindris sur un plan militant par le départ des amis d'Antoine Waechter, les Verts traversent une période de reflux électoral, Dominique Voynet n'ayant recueilli que 3% des suffrages aux élections présidentielles.

C'est dans cette conjoncture de repli que la direction des Verts parvient à convaincre la plupart des cadres du mouvement et des adhérents de la nécessité de passer un accord de premier tour avec le Parti Socialiste.

Pour la première fois de leur histoire, les Verts français ratifient un accord électoral national avec le PS moyennant la perspective de conquérir quelques postes de députés et de participer au gouvernement en cas de changement de majorité. Cette stratégie ne convainc guère les électeurs en moyenne les candidats verts recueillent 3 % des suffrages mais permet, souvent à la faveur de triangulaires, à quelques dirigeants Verts d'être élus députés.

Bien que les Verts ne représentent qu'1 % de la nouvelle assemblée, Lionel Jospin a bien compris l'intérêt de confier un poste ministériel à Dominique Voynet. Ce faisant, il lie la direction du parti à la solidarité gouvernementale, précaution d'autant plus utile que les Verts sont encore alors perçus comme trop éloignés de la scène politique et donc comme difficilement contrôlables ; mais surtout, le chef du gouvernement peaufine ainsi sa stratégie de communication. Dès les premiers pas de l'équipe Jospin, Dominique Voynet apparaît comme une pièce maîtresse de son dispositif médiatique : une ministre verte au gouvernement c'est le symbole de la rupture avec la vieille union de la gauche et avec le passif des années Mitterrand ; en intégrant Voynet dans son gouvernement, Jospin récupère le capital symbolique de l'écologie, s'affiche comme politiquement moderne et crédibilise l'idée de "gauche plurielle".

L'engouement des médias pour la nouvelle ministre de l'Environnement sera d'ailleurs encouragé par les homologies de trajectoires et de position qui créent de multiples affinités entre nombre de journalistes politiques et le personnel dirigeant des Verts.

Ainsi les éditorialistes des grands journaux de gauche se reconnaissent dans le recentrage des ex-militants contestataires et appuient leur stratégie d'alliance avec le parti dominant et l'intégration de leur parti à la scène politique légitime ; quant aux journalistes spécialisés dans l'écologie politique ou dans l'environnement, ils vivent souvent l'arrivée de Voynet au gouvernement comme une sorte de "résurrection professionnelle", l'éloignement des Verts de la scène institutionnelle ayant provoqué une forme de mise à l'écart des commentateurs attitrés.

Le ministère de la parole

La forte médiatisation de la ministre et des premiers arbitrages qui sont mis à son crédit abandon du canal Rhin-Rhône et arrêt de Superphénix - ne doit donc pas faire oublier les conditions dans lesquelles celle-ci se résout à occuper un ministère dominé et peu autonome. Le ministère de l'Environnement, même accolé à l'Aménagement du territoire, demeure un ministère sans administration véritable ni moyens budgétaires conséquents, exposé à la pression des grands corps et à celle de lobbies particulièrement influents et mobilisés (fédérations de chasseurs, industriels de l'automobile, lobby nucléaire, groupes agro-industriels, firmes de travaux publics...), et contraint à une négociation permanente avec les services du Premier ministre. Des négociations qui ne se limitent toutefois pas qu'au rapport à Matignon. En effet, le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, disposant de peu de ressources propres à garantir l'application effective de ses décisions, doit s'adresser aux ministères "rivaux" qui, eux, possèdent des directions dans les départements et peuvent *agir directement*. De même, en matière d'aménagement du territoire par exemple, le ministère doit en passer par les préfets qui, vu le rapport de forces implicite entre les ministères dans le champ de l'espace bureaucratique, préféreront vraisemblablement "suivre" et relayer l'Intérieur ou l'Industrie que l'Environnement même renforcé par les compétences de l'Aménagement du Territoire.

Ayant très vite renoncé à démissionner ou à faire usage de la menace d'une démission, Dominique Voynet a dû entrer dans une logique de négociation permanente et sera très vite réduite à accepter les arbitrages de Matignon qui, sur la plupart des dossiers, feront la part belle aux lobbies. Reprise des chantiers autoroutiers, extension de l'aéroport de RoissyCharles-De-Gaulle, autorisation du maïs transgénique, redémarrage de Phénix, relance de la fabrication du Mox, mise en place des laboratoires d'enfouissement des déchets nucléaires, maintien des primes à l'agriculture productiviste, conservation des privilèges du gazole professionnel, extension des périodes de chasse,

sabotage de l'application de la directive Natura 2000, etc. Après deux ans d'exercice, que reste-t-il du bilan Voynet si ce n'est beaucoup d'effets d'annonce et bien peu de décisions...

Comment justifier ces renoncements consentis auprès des militants ? Devant le Conseil national des Verts du samedi 6 décembre 1997, Dominique Voynet prend la pose de l'héroïsme modeste : *Par définition, construire une alternative durable ne se fait pas en un jour. Surtout quand on s'affronte à des lobbies puissants* (...) *Cela n'est pas toujours spectaculaire, ni médiatisable. Cela se traduit plus par de longues réunions que par des annonces démagogiques. Il y a des avancées, parfois des reculs. Il y a beaucoup de négociations, parfois des coups de gueule. Et les décisions les plus importantes peuvent se traduire par un changement de réglementation obscur, une circulaire d'allure technocratique ou une réforme de structure. Souvent, cette avancée ne nous est même pas attribuée. Pour autant, c'est souvent là que se trouvent les véritables avancées capables de transformer progressivement les politiques publiques*. Et poursuit la ministre, *il s'agit d'une caractéristique commune à l'Aménagement du Territoire et à l'Environnement, les compétences de mon ministère sont avant tout transversales. Notre rôle y est plus de coordination, d'animation, d'incitation, de contrôle ou d'expertise que de gestion. Ce qui implique que la décision ne nous appartient pas en propre. Au contraire, cela nous impose de négocier chaque décision*.

Paradoxalement, c'est en bonne partie la violence de certains groupes de pression céréaliers, chasseurs... - qui a occulté cette impuissance acceptée de la ministre et mis en scène Dominique Voynet comme une ministre pleinement écologiste. Ainsi, en organisant une action commando contre le ministère de l'Environnement, les céréaliers entendaient surtout faire pression sur le gouvernement Jospin pour préserver leurs privilèges à l'occasion de la renégociation de la *Politique agricole commune* (PAC) tout en désignant un "ennemi commun" aux différentes fractions du monde agricole le ministère de l'Environnement. De la même manière, les mobilisations et les agressions à répétition organisées par des mouvements de chasseurs avaient surtout des visées de mobilisations électorales à l'occasion des scrutins

régionaux et européens. Car, depuis son accession à la tête du gouvernement, Lionel Jospin lui-même conseiller général d'un canton céréalier et de petite chasse , a multiplié les concessions au lobby de la chasse en acceptant, en particulier, l'élargissement des périodes de chasse des oiseaux migrateurs (loi du 3.7.98) contraire aux directives européennes. De la même manière le cabinet de Dominique Voynet a, dans la plus grande discrétion, accepté que la procédure Natura 2000 soit vidée de tout contenu véritable face à l'hostilité des organisations de chasseurs.

Bref, ce n'est pas en vertu de l'action qu'il mène que le ministère de l'Environnement a été violemment attaqué, mais bien plutôt parce qu'un certain nombre d'intérêts avaient de bonnes raisons de s'inventer une "cible" commune.

Contrainte de gérer essentiellement un **ministère de la parole** mais avec plus de visibilité que ceux et celles qui la précédèrent dans cette fonction Dominique Voynet a également été tenue d'affirmer sa solidarité avec la politique économique franchement libérale du gouvernement Jospin tout en faisant valoir l'intérêt des thématiques "environnementales" auprès des technocrates du ministère des Finances soucieux de ralentir les dépenses publiques tout en trouvant de nouvelles ressources fiscales. Ainsi le gouvernement reprend-il à son compte l'idée totalement dénaturée - de pollutaxes, qui ne découragent pas les activités les plus polluantes (le transport routier en France, principal responsable de l'effet de serre, bénéficie toujours des avantages du carburant professionnel) et dont les recettes devraient être affectées à des allégements de charges pour les entreprises dans le cadre du passage aux 35 heures.

La mise en forme d'un conservatisme moderne

Cet usage **technocratique** de thématiques écologistes détournées esquisse ce qui pourrait constituer bientôt un puissant ressort de légitimation du libéralisme économique. L'ex-économiste alternatif Alain Lipietz, aujourd'hui converti à la gestion de Dominique Strauss-Kahn, a été l'un des artisans de la mise en forme de cette *novlangue* confondant allègrement l'intérêt supposé des générations futures et l'impératif de la réduction des coûts. Ce "bricolage" idéologique est désormais de mieux en mieux homogénéisé autour de quelques sophismes qui structurent de plus en plus le discours des dirigeants verts.

Recensons brièvement les principales caractéristiques de ce néo-libéralisme "soft" relooké aux couleurs de l'écologie technocratique...

Justification des politiques d'austérité. Les politiques d'austérité sont justifiées au nom de la critique du productivisme imputé aux politiques keynésiennes (comme si une relance budgétaire ne pouvait pas s'orienter vers des secteurs socialement utiles et non polluants) et la réduction des déficits publics au nom du droit des générations futures à ne pas supporter le poids de la dette des générations présentes (sic) !

Mise en cause de l'intervention publique. La critique justifiée des politiques productivistes conduite par des entreprises publiques (le meilleur exemple, en France, étant l'engagement dans la filière nucléaire soutenu par EDF) glisse vers la suspicion à l'égard de toute intervention publique dans l'économie. Quasi-silencieux sur l'immense train de privatisation conduit par le gouvernement Jospin, les Verts ont de fait abandonné la perspective du contrôle public d'activités clés pour un développement soutenable (gestion des déchets, gestion de l'eau etc.).

Justification de la réduction du coût du travail. Celle-ci emprunte plusieurs voies. D'une part la critique pertinente de la consommation tous azimuts est réorientée vers la délégitimation de toute revendication en matière de pouvoir d'achat, la recherche du "qualitatif" devant se substituer aux revendications salariales ; d'autre part, la nécessaire mise en place de pollutaxes est désormais mise en avant comme un moyen d'alléger le coût du travail en substituant ces nouveaux prélèvements aux cotisations sociales traditionnelles.

Justification de la flexibilité. À l'objectif légitime de réduction du temps de travail effectif favorisant un mode de développement soutenable, la création d'emplois utiles et un partage plus équitable de la richesse, s'est progressivement substitué une idéologie confuse du "partage du travail" indifférente au partage des profits et acceptant une flexibilisation accrue présentée comme une possibilité de travail à la carte pour les salariés. De la même manière a-t-on accompagné la déréglementation du travail au nom de la nécessité d'innover en favorisant des "activités autono-mes", les emplois-jeunes, nouvelle couche de précarité mise en place par Martine Aubry, devenant alors *un premier pas vers le tiers-secteur* (Alain Lipietz, économiste des Verts).

La mise en cause du lobbying syndical et de la protection sociale. Autre emprunt dénié à l'idéologie libérale, la mise en cause du pouvoir syndical s'est manifestée principalement à l'occasion du débat sur la protection sociale. Ainsi, les dirigeants verts acceptant de fait la mise en cause du paritarisme, ont-ils appuyé, au nom de l'équité fiscale, la décision de la majorité plurielle de remplacer une partie du financement fondé sur des cotisations par l'augmentation sensible de la CSG, un impôt proportionnel prélevé à la source. Avec, au final, aucun supplément de justice fiscale, mais un encouragement donné au patronat et en particulier à sa fraction financière à poursuivre sa stratégie de désengagement des caisses de sécurité sociale.

L'analyse de la mise en forme de ce *conservatisme moderne* est naturellement loin d'être exhaustive. Il faudrait en particulier être très attentif aux réseaux mondains drainés par la campagne de Daniel Cohn-Bendit, qui tentent aujourd'hui d'inventer une fumeuse troisième gauche. Nous aurons l'occasion d'en reparler. Mais l'essentiel est sans doute de poser les repères permettant de faire face à cette confusion idéologique induite par une série de reclassements politiques qui n'ont pas encore été perçus comme tels (la popularisation de la formule syncrétique, *libéral-libertaire*, n'est pas le moindre des symptômes de cet obscurcissement de la pensée politique).

Poser
de nouveaux repères

Poser des repères, c'est d'emblée rappeler que l'écologie ne peut être que foncièrement anticapitaliste.

Les problèmes environnementaux sont en relation directe avec ceux de l'inégalité sociale. Pauvreté et détérioration environnementale sont indissolublement liées. Il s'agit là d'une logique et d'un modèle pervers puisque les pauvres se voient dans l'obligation de détruire les ressources naturelles dont ils ont besoin, à long terme, pour leur subsistance. L'appauvrissement progressif du patrimoine naturel de la planète et la capacité limitée de récupération des écosystèmes, autrement dit la crise écologique/environnementale est le résultat de l'actuel modèle globalisateur, un modèle de production et de consommation injuste, fondé sur la déprédation des êtres humains et de la nature. Le développement soutenable ne consiste pas seulement en une moindre consommation des ressources et une plus grande efficacité des processus productifs, mais il suppose surtout le développement social et culturel des peuples, des communautés et des personnes, une plus grande égalité dans le partage des richesses et une authentique participation démocratique.

Sur un plan plus immédiatement stratégique, il importe de se saisir de l'expérience des partis verts dans les gouvernement européens comme d'*échecs exemplaires*, riches d'enseignements pour penser une stratégie institutionnelle libertaire privilégiant une logique de **mandatement** plutôt que de *délégation de pouvoir* intégrant d'emblée, "à froid", la réflexion sur les limites des institutions à occuper (conseils municipaux, régionaux, ministères) pour "mieux" les occuper, en transformer l'usage et, ce faisant, contribuer à transformer l'espace institutionnel en un véritable *espace public*.

D'après un texte de Philippe Boursier
paru dans *Arguments pour l'Écologie sociale*,
http://perso.wanadoo.fr/ecologie.sociale/.

APPEL / RÉSOLUMENT
POUR UNE ALTERNATIVE,
LE DÉVELOPPEMENT DES LUTTES
ET...

L'autonomie du mouvement social !

En France, une centaine de militants et militantes du mouvement social lancent cet Appel le 14 octobre 1999.

Les dernières échéances électorales ont mis en lumière une profonde crise de confiance dans les modes de représentation politique, confirmée lors des européennes par l'ampleur des abstentions, des votes nuls, blancs et protestataires : perte de légitimité des institutions politiques, crise des repères démocratiques, crise de la délégation de pouvoir, crise de la fonction et de la forme "parti", sur fond d'une crise de société.

À la tête de la plupart des États de l'Union européenne, les gouvernements sociaux-démocrates n'ont plus d'autre ambition que de

gérer le système capitaliste tel qu'il est, s'accommodant des inégalités croissantes et des injustices sociales, du chômage, de la précarité de masse et des exclusions, des discriminations subies par les femmes, et de la relégation d'une partie grandissante de la population, notamment celle issue de l'immigration, dont les sans-papiers.

Pendant ce temps la crise sociale s'exacerbe, la misère croît, et, faute d'une perspective de transformation de la société, c'est le spectre réactionnaire qui continue à grandir en Europe (fascisme, intégrisme, racisme, homophobie, sexisme).

Cette situation est aggravée par la responsabilité de forces sociales et politiques qui, au lieu de défendre les intérêts des salarié(e)s et des sans-emploi, apportent en fait un soutien plus ou moins objectif aux politiques néo-libérales, renforçant l'idée qu'il n'y aurait pas d'alternative.

Pourtant depuis des années, et particulièrement depuis les grèves de 1995, des mobilisations ont su bousculer ce consensus autour de la pensée unique et contester radicalement la logique du profit : luttes des chômeurs et des salarié(e)s précaires, des mal-logé(e)s, des sans-logis et des SDF interdits de mendicité, des sans papiers, des femmes, des jeunes, des coordinations d'enseignant(e)s et de parent(e)s d'élèves, luttes pour la préservation de l'écosystème, et mobilisations des réseaux de résistance à la mondialisation de la loi du marché (Coordination contre l'AMI ; manifestations contre l'OMC ; Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions ; Marche mondiale des femmes ; réseaux ATTAC ; Réseau d'alerte sur les inégalités...)

À partir des valeurs et des alternatives qu'elles portent en commun, ces mobilisations concourent à des initiatives unitaires à tous les niveaux, tant local que national et international. Convergences qui font de ces dynamiques de luttes un véritable mouvement social.

Nous, militant(e)s associatif(ve)s et syndicalistes, sommes convaincu(e)s que de ce mouvement social peuvent émerger les éléments

d'un nouveau projet de société, s'il réussit à fédérer ses revendications. C'est en opposant des projets alternatifs portés par les luttes que nous ferons vraiment reculer le néolibéralisme, la logique capitaliste, le "tout-profit".

Le mouvement social, même s'il n'est pas le seul espace d'élaboration, soulève en effet des enjeux essentiels, comme la redistribution des richesses et celle du travail. C'est lui qui a montré que s'attaquer frontalement au chômage, à la précarité et aux exclusions pose la question de la nature du travail, de sa dimension aliénante, et de l'utilité sociale et écologique des productions... C'est lui encore qui a posé la question de l'égalité devant et par les services publics, instruments de lutte contre les discriminations et de justice sociale. Il s'agit bien d'un choix de société : celui d'une solidarité active, dans le sens d'une égalité d'accès aux droits fondamentaux, contre celui d'un "consensus républicain" autour du libéralisme sauvage, allant jusqu'à la criminalisation, le traitement policier et carcéral de la crise sociale.

Nous affirmons le choix de l'autonomie du mouvement social, c'est-à-dire de l'ensemble des mouvements sociaux sous leurs formes diverses : associations de lutte, syndicats, coordinations, réseaux... Ce qui repose la question de l'indépendance de ces structures vis-à-vis du gouvernement et des partis, et du refus des simagrées de prise en compte des mouvements sociaux, des tentatives de récupération de toutes sortes, avec les détournements de personnes dans des fonctions péri-gouvernementales ou sur des listes de candidature électorales.

L'autonomie du mouvement social, sa capacité à mobiliser à travers des pratiques imaginatives d'action et de démocratie directe et collective, permettront d'inventer des formes nouvelles d'expression ouvrant la voie à de nouveaux projets pour la société. C'est ainsi, à partir d'une position de pleine autonomie, dégagée des préoccupations de gestion du système et des institutions, que le mouvement social pourra, selon nous, s'imposer dans le débat, et imposer d'autres choix aux décideurs économiques et politiques.

Or, durant les mois qui viennent, le mouvement social va se confronter aux tenants du libéralisme et au gouvernement sur un grand nombre de questions politiques majeures :

Contre la loi Aubry et son second volet, loi qui est en train de gâcher l'espoir d'une véritable réduction du temps de travail en généralisant l'annualisation et la flexibilité au profit des seuls employeurs. Pour les 32 heures sans réduction de salaire et avec les embauches correspondantes. Contre les licenciements et pour des emplois statutaires pour tous les précaires. Contre le temps partiel imposé, qui concerne notamment les femmes. Contre l'institutionnalisation d'une santé à deux vitesses (plan Johannet...). Contre l'école néolibérale d'Allègre, qui aggrave la concurrence, l'exclusion et le tri social. Contre les fonds de pension, et pour le maintien du système de retraites par répartition. Pour la réquisition immédiate des logements vides. Pour la régularisation de tous les sans-papiers et la liberté de circuler. Pour une augmentation immédiate et substantielle des minima sociaux, notamment les revenus des chômeurs. Pour une redistribution des richesses passant notamment par une augmentation des salaires et une taxation des profits et des fortunes. Contre le démantèlement des systèmes sociaux, auxquels la logique libérale veut susbtituer des instances privées ou caritatives...

Pour toute réponse, nous avons assisté ces derniers mois à une répression systématique, à une criminalisation d'actions militantes (luttes contre le chômage, actions de solidarité aux sans papiers, actions contre les trusts agro-alimentaires), qui s'est traduite à plusieurs reprises par des condamnations scandaleuses, avec notamment la privation des droits civiques pour certains.

Dans ce contexte, nous nous engageons à contribuer énergiquement à un développement des luttes sociales et à leur convergence, pour des logiques alternatives assurant à toutes et tous l'accès aux droits fondamentaux.

Cet Appel est soutenu notamment par : BERTHUIN Jérémy, CNT Éducation RP ; BLUCHE Jean-Pierre, Ptt CNT 75 ; DAMIENS Jean-Michel, CNT Subtp Somme ; GASTALDI Fédérico, Sub RP CNT ; GERACE Jean-Christophe, CNT Spectacle ; GUILLERMIC Hervé, CNT Spectacle ; MORISSET Serge, CNT Ptt 78 ; MOULIN Patrick, CNT 48 ; ROMNÉE Raphaël, CNT Ptt ; TOUBLET Jacques, CGT correcteurs.

BRUXELLES / EN MOUVEMENT

Dazibao

Une trentaine de personnes sont engagées dans ce projet et sont issues de différentes initiatives : le *Collectif sans nom*, le *Collectif contre les expulsions*, le *Collectif sans ticket*, la *Caravane intercontinentale*... Dans notre pratique, nous sommes arrivés au constat que le secteur de l'information et de l'édition est devenu un secteur soumis à la rentabilité et à la pensée unique. Nous avons donc décidé de créer un espace de diffusion d'information, d'échanges et de rencontres différent. Cet espace *Dazibao* regroupera une librairie, une infothèque, un espace de rencontres (le resto) et de travail pour les collectifs.

La librairie

De nombreuses maisons d'édition et librairies alternatives, indépendantes se cassent la gueule... Cette tendance se perpétue sans cesse, et ce, au détriment de la diffusion d'uvres allant à contre-courant. En l'absence d'une réelle diversité d'éditeurs, seuls les auteurs renommés sont édités et bénéficient d'une promotion. Les autres, ceux qui ne rentrent pas dans le créneau du "prêt à consommer", sont directement relégués à la non-diffusion ou à des diffusions restreintes. À l'image d'autres secteurs (le cinéma...), la distribution s'est muée en une diffusion de masse. Les chaînes de librairies, les *Press-Shop* et les supermarchés imposent leur monopole dans le domaine du livre, éradiquant les librairies de quartier. Ces zones de

consommation brute ne ressemblent en rien à l'idée que nous nous faisons d'une librairie. Tout au plus, sont-ils des *fast-book* où le choix des livres se réduit aux meilleures ventes du mois écoulé, les conseils du libraire aux spots de publicité et la convivialité aux néons blafards. Pour notre part, nous voulons diffuser les livres que nous aimons et qui nous intéressent sans devoir sacrifier nos choix au dogme de la rentabilité. Les livres mis à disposition dans la librairie aborderont dans un premier temps les thématiques suivantes : littérature classique, littérature sud-américaine, romans noir, immigration et droit d'asile, chômage, pédagogie, féminisme, mouvement gay et lesbien, médias, écologie, rapport Nord-Sud, nouveaux mouvements sociaux, pensée critique... Un travail en réseau sera effectué avec des librairies belges et étrangères, des maisons d'édition, des auteurs, des collectifs, des individus... pour échanger des informations mais aussi des réflexions théoriques et pratiques. Tout au long du travail en réseau et lors d'une réunion mensuelle, nous inviterons des auteurs, des collectifs engagés dans différents domaines ainsi que des individus intéressés à participer à la sélection des livres et à discuter des nouveautés et des thématiques traitées par la librairie. Nous voulons faire un travail théorique et pratique, que ce soit via l'axe de formation (séminaire, débat...) mais aussi via notre présence à des débats, dans l'édition de brochures, d'affiches... La librairie ne veut donc pas se cantonner dans la "diffusion" et veut jouer un rôle actif dans la vie sociale, politique et culturelle. En outre, nous voulons développer un travail spécifique dans le domaine de l'édition. Un travail de recherche et d'action sur les pratiques dans ce domaine. À titre d'exemple, il nous semble aberrant d'apprendre que chaque mois des milliers de livres invendus passent au pilon (sont brûlés) dans l'indifférence générale...

L'infothèque

L'infothèque existe depuis plus d'un an. Elle veut être un lieu de travail/lecture dans un espace dynamique et convivial. Elle s'inscrit dans la même démarche de travail en réseau et de volonté de diffuser de la documentation sans se soumettre à l'argument commercial. Autour d'un petit bar, on trouvera, outre la presse quotidienne, un ensemble de journaux, revues, fanzines, dossiers... L'infothèque sera aussi dotée de

plusieurs ordinateurs accessibles pour un prix modique, et ce, pour du traitement de texte, du travail graphique, internet...

Ce sera aussi un lieu pour maintenir un contact entre les différents mouvement sociaux en Belgique et à l'étranger en diffusant des informations qu'on ne retrouve certes pas dans la presse "de masse".

Espace de rencontres et de travail pour les collectifs

Une fois par semaine, en collaboration avec le *Collectif des sans-papiers* et la coopérative d'achat, nous organiserons un resto. La volonté est de sortir au maximum des aspects consuméristes : les produits vendus au resto seront exclusivement achetées dans des coopératives (Longo-Maï, Ferme du Hayon). La bouffe sera bio (et végétarienne pour ceux qui veulent). Chaque semaine, le resto organisera avec une rencontre d'auteur, une pièce de théâtre, un concert ou un ciné-club. Différents collectifs s'installeront dans le bâtiment : le *Collectif contre les expulsions*, le *Collectif sans ticket*, le *Collectif anti-OGM*, la *Coopérative d'achat*... ce qui facilitera les possibilités de coopération entre collectifs.

Où en sommes-nous ?

Nous travaillons sur le projet depuis près de six mois. Nous avons noué des liens avec des librairies, des éditeurs, des diffuseurs. Nous nous sommes constitués en asbl. Nous sommes à la recherche d'un lieu qui pourrait accueillir le projet. En parralèlle, nous recherchons les fonds nécessaires au commencement du projet (580.000 Fb). Nous avons déjà réuni plus de 100.000 Fb et entamé une demande de prêt via un organisme de crédit (130.000 Fb). Nous avons donc bessoin de votre soutien pour financer l'achat de livres, l'abonnement à de nouvelles revues, la mise en place de l'espace informatique, la rénovation et l'entretien du bâtiment.

Comment nous soutenir ?

Il existe plusieurs moyens de nous soutenir. Un soutien financier par versement au compte de l'asbl 001-3372334-11. Un soutien matériel : ordinateurs, photocopieuses... Et bien sûr, tous vos conseils, suggestions, propositions, collaborations sont les bienvenus... Si vous voulez être tenu au courant du projet ou si vous voulez nous contacter *Dazibao* (adresse provisoire) 338 Chausée de Jette à 1081 Bruxelles, tél 02/420.77.95 (Denis) ou 02/649.94.68 (Frédéric), mail asbldazibao@altern.org.

Dazibao

CHRONIQUE

Le fond de l'air effraie !

Gun

À Chiquet Mawet,
pour - enfin ! - apporter
une petite participation
à son feuilleton philosophique.

Le 2 novembre est, au calendrier, la Fête des Morts.

En ce qui me concerne, c'est aussi l'inexorable date de tous mes joyeux anniversaires...

C'est, en effet, au soir de cette journée austère et désolée que je suis sorti du ventre de ma mère, à reculons, en présentant le postérieur en premier, paraît-il.

Peut-être était-ce là l'expression d'une âme contestataire, d'un esprit provocateur

En tout état de cause, je naquis en tournant ostensiblement le dos à l'existence qui m'allait être assignée et, toutes réflexions faites, je n'ai jamais su pourquoi j'étais venu au monde, ni pourquoi j'y suis resté tout ce temps.

L'humanisme, merci bien !

En vérité, j'aurais voulu ne pas naître. Sincèrement, s'il y a bien une chose que je regrette amèrement, c'est d'être venu au monde dans cet univers de brutes, au milieu de cette humanité lamentable. Ma désillusion est immense. Si j'avais un chapeau, je le boufferais sans sauce.

On pourra difficilement nier que l'humanité, par son histoire et son développement, s'est avérée être la pire espèce animale de la planète.

L'homme est la seule espèce qui soit venue au monde pour nourrir le mobile stupide de se nuire à elle-même. On dirait que les humains ne sont apparus sur la terre que pour merdifier tout ce qu'ils touchent, pour polluer, détruire et saccager ; pour ne penser qu'à eux, à leurs petites personnes, à leurs petites communautés d'intérêts, celles où ils se sentent en sécurité. Lâchement, égoïstement.

Ainsi, pour se protéger d'eux-mêmes, les humains s'entre-tuent.

On peut d'ailleurs se demander comment, en travaillant avec une telle rage à sa propre destruction, l'espèce humaine parvient encore à proliférer à ce point.

L'être humain, tel qu'il apparaît encore à l'aube du 21ème siècle, semble toujours totalement dépourvu de sens et de fondement. Son existence ne représente rien de foncièrement justifiable.

L'homme est un roseau pensant, a dit Pascal. Plutôt pensif, estimait Vialatte. Disons que c'est un salsifis songeur, un concombre qui a des visions, ajoutait-il.

On a beau chercher, l'humain ne propose aucun but réel en soi. Or, c'est cependant l'illusion qu'il se fait de la grandeur de sa destinée qui est sa

principale force motrice.

Petit con, va !

Scientologie

Pour consolider ses élucubrations idéologiques, l'homme façonne des raisonnements systémiques : doctrines politiques, philosophiques, religieuses, scientistes...

Le dimanche 10 octobre dernier, des représentants de l'Église de Scientologie ont hardiment affiché leurs bobines à la téloche, dans l'émission *Controverse* de Pascal Vrébos, sur RTL-TVI, où ils ont tenté laborieusement de se défendre des accusations d'escroqueries portées à leur encontre.

Ces guignols sont vraisemblablement d'authentiques malfrats, mais vu qu'ils sont gourmés comme des sous-glands du Crédit Communal, ça ne saute pas illico aux mirettes du petit contribuable obéissant.

Ce qu'il ressort essentiellement de la Scientologie, c'est qu'elle pousse les "faibles" au désespoir et enrichit les roublards.

"Pas grave" a estimé Anne Morelli. *À côté de l'Église catholique, de l'Islam,* la scientologie, c'est de la roupette de Samsonite, a-t-elle fait savoir, en substance. Sans doute craint-elle que ses camarades staliniens du PTB ne soient, eux aussi, prochainement inquiétés pour les mêmes motifs.

Toujours est-il que, pour l'heure, il n'y a pas la moindre raison de croire en quoi que ce soit ; d'ailleurs *croire*, c'est de toute évidence et par définition *ne pas savoir*.

Toutes les grandes idéologies sont mortes elles n'ont, du reste, produit que des dévastations ; quant aux philosophies, elles n'ont jamais empêché ni la misère ni les guerres et les religions, pour leur part, n'ont fait que les provoquer.

Les deux événements qui marquent notre existence consistent à venir au monde, puis à le quitter et, dans ces entrefaites, nous fournissons tous les efforts pour ne pas admettre que ce qui se produit entre la naissance et la mort est, somme toute, parfaitement secondaire.

Nos capacités à appréhender le monde de façon tangible sont extrêmement limitées : nous ne sommes véritablement aptes à vivre que nos propres petites tragédies individuelles ; se figurer qu'elles peuvent constituer le cheminement de quelque vérité universelle relève d'une vanité irréfléchie.

L'humain n'est qu'un puceron crâneur qui prétend ridiculement accéder à la conscience. Les choses que nous estimons essentielles ne relèvent que de l'affectif. Ce que l'on qualifie *"d'absolu"* n'est en fait que de l'affectivité. Que sont les idéologies, sinon des passions individuelles, théorisées par quelques-uns pour tenter de les imposer à tous ?

La barbarie libérale

En dépit de ces amères constatations, on prendra cependant soin de ne pas sombrer dans une vaine mélancolie et de se suicider sottement. Il est conseillé pour cela de nourrir copieusement les espoirs les plus fous (un monde meilleur, par exemple) et rêver que l'être humain pourrait, malgré tout, posséder intrinsèquement une certaine valeur.

Quoique, en y réfléchissant, on peut considérer que s'attacher à l'être humain pour sa valeur, c'est aimer les valeurs, pas l'être humain.

Voilà sans doute comment l'idéal humaniste s'est retrouvé plongé dans la marmite bouillante du libéralisme cannibale qui domine désormais le pauvre monde.

L'humanisme, aujourd'hui, n'est plus qu'un mannequin grotesque dans la vitrine publicitaire du libéralisme, lequel n'a usurpé cette appellation que pour mieux nier les qualités que l'on pourrait éventuellement prêter aux vertus humaines.

La bourgeoisie libérale asservit ses semblables autant qu'elle-même au totalitarisme de l'argent, de l'effort, du mérite et des inégalités que son système provoque, puis elle ose nous parler d'humanisme ! Qu'elle aille mourir.

On notera que le système libéral repose sur une logique fort singulière : *l'individualisme de masse.* Cette notion, qui prétend cependant ne pas être une doctrine mais chacun sait que les idéologies ne sont jamais aussi efficaces que lorsqu'elles évitent de s'afficher comme telles , fait de nous un peuple altier de petits négociants besogneux ; chacun doit assumer vaillamment le poste d'*executive manager* d'une très petite et très moyenne entreprise : lui-même.

Tout, dans le quotidien qui nous est imposé, nous ramène à cette philosophie. Autour de nous, tout est payant : les biens de consommation les plus vitaux, l'enseignement, les loisirs, la culture, les soins médicaux, les transports Le simple fait de devoir se procurer une pièce d'identité est payant, et cela va jusqu'aux toilettes publiques. Bref, le droit à l'existence est payant, de l'accouchement à l'enterrement.

Pour que ce système perdure, il est absolument nécessaire que le menu peuple reste convaincu que le peu d'argent dont il dispose et qui lui permet de consommer au supermarché ne peut être qu'âprement gagné par la souffrance de son travail, ou pire, de celui des autres, s'il est chômeur ou allocataire social, ce qui contribue à le maintenir dans un état de profonde culpabilité.

Rosetta, super chômeuse activée à mort...

Les frères Zola des bords de Meuse ont fait un tabac avec leur film *Rosetta* : soirée spéciale à la télé nationale, battage publicitaire sur France-Inter et tout le bataclan.

Le pouvoir leur a déroulé un tapis rouge. Ça peut se comprendre car, en apitoyant les nigauds, ce film constitue, à sa manière, une formidable propagande en faveur de l'idéologie dominante : celle du travail nécessaire (pour ne pas dire obligatoire). Il justifie ainsi les

programmes *d'activation* des chômeurs, lancés par le pouvoir afin de maintenir les sans-emploi sous sa domination.

Que désire-t-elle cette Rosetta ?

Vivre ? Être heureuse ? Non, ce qu'elle veut, c'est du travail, du boulot, du turf, du turbin, de la sueur, du chagrin. C'est le sens (unique) de sa vie.

Ce pitoyable petit personnage ne s'épanouit qu'en attrapant un job de vendeuse de gaufres. Sa "dignité" ne dépend que d'un travail imbécile. Pour pouvoir trimer, Rosetta est prête à tout, y compris à balancer son seul ami, après avoir failli le laisser se noyer. Voilà un bel exemple d'effort et d'abnégation pour la jeunesse. Un modèle idéal *d'activation*.

Les petites gourdes qui lui ressemblent sont nombreuses et ne manqueront pas de s'identifier au personnage. Et de trouver que *c'est bien malheureux* d'en arriver là. Et de s'inscrire à un stage de formation du Forem pour se faire *activer*.

Le film dénonce-t-il cet état de fait ?

On ne peut pas dire. Les frangins ne le disent d'ailleurs pas. Si ce n'est que pour se faire octroyer des subventions, ils se gardent bien *de faire de la politique*, ils sont au-dessus de ça ; ils ne prétendent même pas *faire du social*, ce sont des *créateurs*, ils font du *cinéma* (pour les cinémaniaques, le cinoche est plus qu'un art, c'est une véritable religion).

Pour ma part, j'estime que ces deux couillons font simplement de la merde et qu'ils savent habilement la vendre.

À part ça, le film a été entièrement tourné caméra à l'épaule et ressemble à de la vidéo amateur. C'est l'esthétique à la mode. Très tendance, très "belge" et complètement bidon !

L'accès à la citoyenneté dépend avant tout de la capacité à consommer

Aujourd'hui, les richesses ne sont plus tant le fruit du travail, mais le produit des technologies et des spéculations financières qu'elles suscitent.

Dans ce système, une majorité de la population est inévitablement vouée à ne pas travailler (au sens contraignant et productiviste du terme). Malgré cela, on continue à déployer avec panache le mythe fumeux de la réussite individuelle par le travail.

Il n'y a pas de travail pour tout le monde, mais on fait croire à chacun qu'il a une chance d'obtenir quand même un travail pour peu qu'il se batte à mort.

À présent, on ne forme plus les gens seulement pour améliorer leurs compétences ou leurs capacités professionnelles, mais on en est arrivé à organiser des formations en *recherche active d'emploi*, car en ces temps impitoyables, pour espérer trouver un boulot, il convient de finasser savamment, au moyen des stratagèmes les plus sophistiqués.

Celui qui décroche un job devient alors un héros et accède ainsi au statut de citoyen à part entière. En fait, il devient surtout un consommateur, c'est-à-dire que son travail lui accorde le droit de ristourner son salaire au système qui l'a embauché. Et hop ! Le tour est joué. Ne perdons pas de vue que les *Droits de l'Homme*, tels qu'ils furent proclamés par les Nations Unies, sont avant tout les *Droits du Client*.

Cour du Travail : Pascale Fonteneau déboutée en appel

Aux yeux de l'Office National de l'Emploi (Onem), Pascale Fonteneau a commis un délit en écrivant un roman alors qu'elle était au chômage.

Sanctionnée par l'Onem (8 semaines d'exclusion du chômage et 15 mois de remboursement d'allocations) pour avoir omis de signaler son activité à l'administration, elle contesta cette décision auprès du Tribunal du Travail.

De nombreux artistes ainsi que diverses associations s'étaient mobilisés pour la soutenir. Une pétition avait récolté près de 5.000 signatures.

Le tribunal confirma néanmoins la décision de l'Onem, réduisant seulement la période d'exclusion à 4 semaines.

Pascale Fonteneau se pourvoit alors en appel. Elle vient d'être déboutée. La chose est donc parfaitement officielle : être au chômage, c'est être privé de toute liberté ; le chômage est au libéralisme ce que les goulags étaient au communisme, avec cette différence qu'il s'agit ici d'un goulag à ciel ouvert, sans barbelés, sans miradors, offert à la vue de tous, pour faire crever de trouille ceux qui ont encore un boulot.

Vivre gratuitement ?
Vous n'y pensez pas !

Vivre, ça ne devrait pourtant pas être si difficile, si l'on avait rien d'autre à faire et s'il n'y avait pas cette infranchissable barrière financière.

Hélas, promouvoir le principe de la gratuité des choses n'est pas une mince affaire.

Si la gratuité des échanges est tout à fait possible matériellement, elle est, en revanche, encore moralement inacceptable pour la majorité des gens, du moins dans l'état actuel de l'évolution des mentalités. Remettre en cause, aujourd'hui, le pouvoir de l'argent (c'est-à-dire contester le fait que tout doit se payer, donc se mériter), paraît, aux yeux de la plupart des gens aussi extravagant, aussi extraordinairement scandaleux que l'athéisme pouvait l'être au moyen âge, lorsque les hérétiques étaient promis au bûcher. L'ancestrale peur des châtiments

divins est aujourd'hui remplacée par l'implacable loi du marché, à laquelle nul ne peut se soustraire.

La vision libérale d'un monde qui se résume à n'être qu'un vaste zoning commercial est devenue, sans le dire et sans que nous n'en prenions réellement conscience, une véritable religion intégriste contre laquelle il serait suicidaire de se rebiffer : ne pas payer, c'est du vol et c'est pas beau, on ne cesse de nous le rappeler à tout bout de champ ; la morale, la justice, la police, la religion, les beaufs, les chefs de rayons, les voisins et tous les bons citoyens sont là pour veiller avec zèle à la bonne application des lois morales qui garantissent le maintien de ce régime où tout est marchandise. L'éducation et les médias travaillent en permanence à l'implantation de cette idéologie par d'incessantes intrusions mentales, qui sont d'autant plus redoutables qu'elles s'opèrent de manière paisible, avec des sourires publicitaires plus baveux que les petits pains mous des fast food. La fausse liberté offerte par nos démocraties libérales se résume en fait à la liberté de consommer, laquelle est en réalité *l'obligation* de consommer. Ce qui nous est présenté abusivement comme une liberté n'est finalement qu'une servitude camouflée.

Viens jouer avec Mickey

La société occidentale est égoïste, utilitaire, insensible et superficielle. Aujourd'hui, ce sont les financiers et les publicitaires qui prétendent organiser nos désirs, nos émotions et nos plaisirs, à des fins purement mercantiles. Leurs slogans racoleurs semblent pénétrer dans les cervelles comme dans du beurre.

Disneyland Paris n'a eu aucun problème pour séduire le public belge titrait le quotidien *La Dernière Heure* le 30/09/99 en page 3. L'auteur de l'article voulait-il insinuer par-là que le Belge étant particulièrement simplet de nature, il est donc instinctivement attiré par ce type de divertissement nullissime ?

En tout cas, les affaires marchent fort pour l'Oncle Picsou : l'année dernière, Dysneland fut la première destination touristique européenne, avec près de 13 millions de visiteurs (ils n'étaient pas tous belges).

Il est désespérant de devoir constater que l'Europe compte autant de gens capables de s'amuser en regardant gigoter des pauvres types déguisés en souris. Affligeant !

Écologie ? Bof !

Les temps anciens étaient proprement écologiques.

Quelques siècles plus tard, Tchernobyl explose, la couche d'ozone s'effrite et la dioxine se répand.

L'époque des dinosaures était-elle pour autant meilleure que celle des puits de pétrole ?

Rien n'est moins sûr.

Avant que l'humain produise la pollution chimique et bactériologique, l'air était pur et les eaux n'étaient polluées que par quelques charognes qui ne transmettaient qu'un peu de typhus ou de choléra. De quoi néanmoins décimer les populations allègrement.

De quoi assurer aussi un équilibre "écologique" naturel.

En y regardant de près, la nature, avec ses grands fauves impitoyables et sanguinaires, ses plantes carnivores, ses mouches tueuses, ses méduses urticantes et ses serpents à sonnette offre un spectacle somme toute assez peu engageant.

Il ne suffit que de contempler un massif de ronces, une araignée bien velue ou une langouste pour se demander si la nature n'a pas été élaborée dans le laboratoire du professeur Frankenstein.

Jacques Steinberg, dans l'un de ses contes, raconte que Dieu, au commencement, aurait voulu que la Terre soit jaune, rouge ou violette, mais comme il souhaitait par-dessus tout que la nature fût la pire ennemie de l'homme, il se ravisa et fit de la terre ferme un tapis de verdure.

Le vert est, en effet, la couleur la plus subtilement nocive.

SOYONS CONCRETS

Bori-"rage

Cerise

Misère sociale
et "charité chrétienne"

Je me suis permis d'emprunter le titre de cet article à **Louis Savary** et à **Jean-Claude Derudder** qui avaient déjà réalisé un cours métrage sur l'aspect social de la vie dans la région du Borinage, dans les années 1970. Ce film a été étouffé dans l'uf, avec la complicité des Maisons de la Culture, sans doute pour ne pas déplaire aux autorités responsables.

Misère au Borinage

Nous voici en 1998. **Patric Jean**, originaire de Quaregnon, a été marqué par **Misère au Borinage**, le film tourné dans la région, par **Henri Storck**, en 1933. Ce film retrace la vie des ouvriers mineurs qui, à l'époque, représentaient la majorité de la population, et décrit avec beaucoup de réalisme leurs pénibles conditions d'existence. De retour dans son Borinage natal, Patric Jean constate que peu de choses ont changé Il décide d'écrire une *Lettre à Henri Storck, Les Enfants du Borinage*. Mr Storck a tout juste le temps d'en prendre connaissance, il décède quelques semaines plus tard.

C'est dans la salle du Plaza de Mons que le film a été présenté au public régional pour la première fois, le 24 septembre 1999. La caméra pénètre à l'intérieur d'un taudis dans lequel vivent une mère et ses

quatre enfants... les spectateurs ne peuvent retenir un murmure d'effroi. Cela se passe près de chez nous. Nous découvrons des êtres humains, assistés pécuniairement par les CPAS, mais abandonnés par les structures qui devraient leur permettre d'apprendre à lire, et à gérer leur vie quotidienne, ils vivent, isolés de tout contact avec les autres citoyens.

Malgré cent ans de gestion "socialiste", les exclus du régime, qui ne sont plus les travailleurs du fonds de la mine, mais les minimexés, les sans emploi, sont toujours là. Cette misère se transmet de génération en génération. Les enfants sont directement dirigés vers des écoles d'enseignement dit *spécial*, dont les professeurs, nullement motivés, se contentent d'assurer un minimum de gardiennage. Les assistants sociaux restent assis derrière leurs bureaux, au lieu de se trouver sur le terrain. Un adulte d'une trentaine d'années, passé par cet "enseignement" *spécial*, conscient de l'impasse vers laquelle il a été conduit apparaît à l'écran. Il nous explique que faute d'instruction élémentaire, il ne sait ni lire, ni écrire...

Patric nous interroge sur la cause de l'existence de ces exclus, à l'aube du vingt et unième siècle. Les politiciens au pouvoir dans la région sont-ils incapables de réagir aux problèmes posés.

C'est avec beaucoup de talent que Patric Jean nous explique qu'il ne s'agit pas d'une incapacité, ni d'une démission, mais d'une volonté. En conservant un sous-prolétariat qui n'a pas bénéficié de l'instruction à laquelle il a droit en tant que citoyen, les barons rouges disposent d'un électorat taillable et corvéable à leur merci. Quelques lettres de soi-disant interventions pour l'obtention d'une maison, ou d'un emploi, courrier, qui, de plus, bénéficie de la franchise postale payée par la collectivité, assurent un contingent de voix non négligeable. D'accord pour le suffrage universel, pourvu qu'il soit manipulé. Les dimanches d'élection, les camarades candidats organisent des ramassages d'électeurs.

Après avoir brossé un portrait de tous ces gens abandonnés dans leur quart monde, Patric Jean interroge deux Bourgmestres directement

concernés. André Col, premier citoyen de Quaregnon est tellement fier de rappeler les cents ans de gestion socialiste qu'il trône devant la Charte de Quaregnon, en annonçant qu'*il n'y a plus de pauvres dans le Borinage, mais bien des assistés*. Le public est à peine remis de cette intervention que l'on pourrait, à la rigueur, qualifier de candide, qu'il reçoit en pleine gueule, celle cynique du Mayeur de Colfontaine, Yvon Biefnot : *J'ai beaucoup voyagé, et j'ai vu des bidonvilles, des taudis, au Caire, à Casablanca ou ailleurs. Mais là les gens sourient. Les enfants jouent avec des ballons. Les filles se tressent les cheveux. Et ici, on tire la gueule !!!* Cette intervention déclenche la réprobation bruyante de toute la salle. À tel point que l'orateur suivant, qui n'est autre que Maurice Lafosse, dont tous attendaient avec impatience l'intervention, voit ses propos couverts par le chahut de la salle. Il paraît que l'on n'aurait rien perdu, Maurice ayant été moins bon que de coutume. Solidarité et hiérarchie socialiste oblige, on a beau être Bourgmestre de la Ville de Mons, il convient de laisser la vedette au Président du Parlement wallon.

Interrogé après le film quant aux réactions éventuelles des politiciens mis en vedette, Patric Jean tient clairement le discours suivant : *Ils ont été invités à la première, il savent ce qu'ils sont dans le film, mais ils ne sont pas venus. Je pense que les extraits choisis sont représentatifs de ce qu'ils m'ont dit. S'ils pensent que j'ai trahi leur pensée, je les invite à m'attaquer en Justice. On regardera ensemble les rushes, on y trouve encore des choses plus intéressantes. Le problème n'est pas financier, c'est un question de choix de société. Une minorité s'enrichit au-delà de toute mesure pendant qu'une majorité croissante rencontre la misère. On nous a éduqués dans un système idéologique qui nous fait croire que nous avons le choix entre un communisme de style URSS, ou un capitalisme total. Or, c'est faux, on peut développer un autre type de société. Encore, faut-il le vouloir...*

Il est évident que cette manière d'agir pour conserver précieusement ses fidèles électeurs, n'est pas l'apanage des Maisons du Peuple. Du côté de la charité chrétienne organisée dans les églises et dans les cercles catholiques, on a aussi, telles les dames patronnesses, chères à Jacques Brel ses pauvres à soi.

L'asbl Jean-Marie Vianney

L'*asbl Jean-Marie Vianney*, 8 place de Flandre à Mons, est une association créée le 31 mars 1988 par Jacques Richard, né le 12 septembre 1949, actuellement officiellement à Virton, 90 avenue Bouvier, St Mard, mais en réalité, toujours à Mons, 8/22 place de Flandre.

Jacques Richard se fait appeler *Frère Jean-Marie*, et s'entoure de personnages importants, tous catholiques pratiquants, de tendance intégriste : Mme Morel de Westgaver, Anne de Baisy Thy, Mr de Briey Christian de Virton, Mr de Limon Triest Alfred de Kraainem, Mme Nicolas de Cock de Rameyen de Baisy Thy, Mme Thierry le Maistre d'Anstaing de Mons, le Prince Richard de Mérode, le Baron André de Moffarts, le Baron Philippe Edouard d'Otreppe de la Bouvette, le Baron Bernard Snoy, la Comtesse Emmanuel d'Ursel, le Baron Emmanuel van Zuylen van Nyevelt. La rubrique nécrologique de la Libre Belgique permet à Jacques Richard de solliciter des dons de la part des héritiers pieux et fortunés.

Voici un extrait des statuts de l'association : *L'association a pour objet de favoriser, développer toute activité qui puisse directement ou indirectement permettre l'entraide, la charité ou exprimer l'amour selon le message et l'invitation de l'évangile, tant sur le plan spirituel que matériel. Notamment, mais de façon non exhaustive et non limitative, s'occuper des pauvres, des personnes handicapées, aider les jeunes à trouver un emploi, secourir toute personne en difficulté, sans poser de jugement de valeurs, mais dans le but de l'assister bénévolement, accueillir chaque frère digne de respect et d'amour. La vie de saint curé d'Ars et celle de Saint-François sont des références.*

Jacques Richard se fait connaître du monde catholique avec l'aide de l'*asbl Caritas Secours*, 61 rue Joseph Lefèvre à Marcinelle. Les dons sont effectués sur le compte de cette dernière asbl, qui porte le n 260-0174363-26. À noter qu'au passage *Caritas Secours* prélève 5% pour sa caisse personnelle. Comme cette association est reconnue, chacun des

généreux donateurs reçoit une attestation fiscale, afin de pouvoir déduire la somme qu'il a versée de sa déclaration d'impôts.

En 1990, l'association achète les premiers taudis à la Chaussée du Roeulx à Mons. Les locataires y sont accueillis avec charité très chrétienne moyennant des loyers peu en rapport avec les lieux occupés : 9 à 15.000 fb par mois.

Le 9 juin 1995, acquisition d'un immeuble luxueux, 8 place de Flandre à Mons, pour une somme de plus de 16.000.000 fb. Jacques Richard s'y installera avec sa garde rapprochée.

Au 31 décembre 1996, l'*asbl Jean-Marie Vianney* est propriétaire de 98 immeubles situés à Boussu, Ciply, Cuesmes, Dour, Elouges, Estinnes, Flénu, Frameries, Givry, Ghlin, Hainin, Haulchin, Hornu, Jemappes, Mons, Pâturages, Quaregnon, Wasmes. On peut estimer le prix d'acquisition global de tous ces bâtiments à **90.000.000** fb.

Lors de l'arrivée d'un locataire, qui bien souvent émarge au CPAS, un bail à loyer est conclu. Il débute par les saintes paroles suivantes :
L'asbl Jean-Marie Vianney s'efforce de vous aider à trouver un logement. L'amour suscité par le Seigneur, la foi et l'espérance en l'Amour s'expriment dans cette action réalisée pour la gloire de Dieu, notre Père. Cette activité ne s'inscrit pas dans un but financier même si le logement est conditionné par le paiement du loyer établi en fonction des obligations financières qui résultent pour l'association de l'organisation de cet hébergement social.

Le bail est conclu pour une durée de 9 ans. Il comporte 14 articles, dont la lecture du treizième est déjà édifiante : *Si le loyer n'est pas payé dans les dix jours de son échéance, les montants impayés produiront de plein droit et sans mise en demeure un intérêt de 8% par an. En cas de non-paiement du loyer et de non-respect des engagements du preneur, il peut être mis fin au bail anticipativement à l'échéance et ce à la fin du mois en cours, sans qu'aucune instance extérieure ne puisse intervenir et sans obtenir d'indemnité du bailleur.*

Le 28 avril 1997, un locataire qui accuse un retard de paiement de 3 mois, soit une dette de 26.050 fb, reçoit la lettre suivante : *Dernier rappel avant expulsion. Votre compte en nos livres se présente comme suit (voir ci-dessus). La conciliation n'est pas respectée. Dans l'attente d'une réponse urgente de votre part, nous vous prions d'agréer, l'expression de nos salutations dévouées et distinguées.*

Jacques Richard souhaite accélérer ses rentrées d'argent. Avec l'aide de Philippe de Wasseige de l'Étude du Notaire Maus de Rolley de Rochefort, il propose à certains locataires le rachat de leur immeuble. Il s'efforce de réaliser la vente avant l'échéance d'un délai de 2 ans à dater de l'achat pour récupérer les droits d'enregistrement. Afin d'obtenir le prêt hypothécaire, il certifie aux services du Crédit Communal ou de la BBL que le candidat acheteur paie son loyer régulièrement. Ces transactions débouchent bien entendu sur d'intéressantes plus-values (25%) du prix d'achat.

Les logements sont laissés dans un état d'insalubrité dépassant tout ce que l'on peut imaginer. Par exemple une maison louée 9.000 fb par mois ne comporte qu'une seule pièce au rez-de-chaussée, et une chambre à l'étage. La cuvette du WC est au milieu de cette pièce, et la porte d'entrée a été arrachée. Menacé d'expulsion pour non-paiement de loyer, le locataire voit ses meubles jetés sur le trottoir : Pâturages, rue du Rieu du Cour, 9, le 16 juin 1997.

Jacques Richard inscrit de fausses factures d'entretien d'immeubles dans la comptabilité de son association, ce qui lui permet de détourner la destination des fonds, avec la complicité d'un entrepreneur véreux. Par contre en 1995, des travaux sont effectués au domicile de Frère Jean-Marie, 8 place de Flandre à Mons, pour un montant de 3.000.000 fb.

Vous avez dit "charité chrétienne" ?

Bien que suite à une plainte de plusieurs locataires, un jugement ait été prononcé le 25 juin 1997. Cette exploitation continue.

Le 28 novembre 1997, l'asbl change de dénomination et de siège social, afin de contrer la mauvaise publicité Elle s'appelle à présent *asbl Foyers Saint-Bernard*, et son siège se situe, à Mons, 14 avenue des Bassins.

Camarades socialistes, frères chrétiens vos idoles vous abusent, que ce soit au Borinage ou ailleurs. Une seule chose compte pour eux : le fric et le pouvoir. L'un ne va pas sans l'autre. Seuls les termes changent.

Les calotins préconisent la charité, les socialistes l'assistance.

Supprimons les podiums. Tous sur la même marche. Ni dieu ni maître.

Cerise

DUTROUX, PRÉDATEUR ISOLÉ ?

La vérité ?

Trois ans après la *Marche blanche*, l'obscurité créée autour de l'affaire Dutroux-Nihoul est telle que l'on peut se demander si la vérité sera fournie par l'enquête ou par l'Histoire, c'est-à-dire après 5 ans ou 50 ans.

Le meilleur moyen d'y voir clair est sans doute de revenir aux événements déclencheurs : l'enlèvement de Laetitia, suivi de l'arrestation de Dutroux et Nihoul. La question cruciale reste de savoir si cette arrestation conjointe a un sens. Dutroux et Nihoul étaient-ils associés dans l'enlèvement d'enfants, ou bien leur association a-t-elle été dramatisée à la suite de dérives de l'enquête ? Autrement dit : *Dutroux est-il un prédateur isolé ?*

Cette question devait faire l'objet d'un débat à la RTBF, après la projection du film *Pure Fiction* de Marian Handwerker, le 11 octobre dernier. Or, ce jour là, pour la première fois en 28 ans, il n'y a pas eu de débat à l'*Écran témoin*. Dès le départ, la direction voulait censurer le débat, en interdisant notamment d'inviter Françoise Van de Moortel - sous prétexte qu'elle défend des thèses réfutées par la Justice. Il fallait donc que le débat soit clos avant d'être ouvert. Tâche ardue pour un animateur. Malgré une liste importante de personnalités prêtes à participer au débat, celui-ci n'a pas eu lieu. La réponse de la télévision nationale à la question : *Dutroux est-il un prédateur isolé ?* est claire et ferme : *Il faut qu'il le soit, sinon silence !* On connaît les efforts déployés auparavant par l'émission *Au Nom de la loi* (voir AL précédents) pour soutenir cette thèse. On connaît aussi le livre de René-Philippe Dawant, *L'enquête manipulée*, qui utilise des procès-verbaux falsifiés pour arriver à la même conclusion.

Le problème est que l'affaire Dutroux-Nihoul résiste aux tentatives de décervelage et de saucissonnage. Les grandes lignes de cette affaire qui s'étend de l'assassinat de Julie et Melissa aux dossiers X sont tracées dans le film *Pure Fiction*. Celui-ci montre les liens entre un petit prédateur enlevant des enfants pour le compte d'un homme d'affaire, qui les livre ensuite à un groupe de pervers de la haute société. On peut rétorquer qu'il ne s'agit que d'une fiction. Pourtant le film est fondé sur une documentation solide et sur des témoignages de première main qui n'ont pas été pris en considération par la justice. Car il existe une volonté de vider le dossier Dutroux de tout ce qui établirait qu'il ne s'agit pas d'un simple fait divers. Pour cela, il faut effacer les liens entre Dutroux et Nihoul. Mais les faits sont tenaces. Plusieurs témoins confirment avoir vu Dutroux et Nihoul ensemble à Bertrix, la veille de l'enlèvement de Laetitia. L'alibi de Nihoul pour ce jour fourni par un autre suspect - s'est révélé faux. Dans les heures qui ont précédé et suivi l'enlèvement, Dutroux et Nihoul se sont téléphoné à de nombreuses reprises. De plus, Laetitia a entendu Dutroux téléphoner à quelqu'un pour dire *Ça a marché !*, et elle a entendu citer deux prénoms *Michel* et *Jean-Michel*...

Comment expliquer les liens entre le prédateur de province et l'escroc bruxellois ? Et surtout comment expliquer l'importance "nationale" prise par ces deux personnages médiocres, provoquant quatre réunions de la direction de la RTBF et la suppression d'un débat télévisé ? La réponse se trouve, en partie, dans les travaux de l'ex-commission d'enquête parlementaire sur les disparitions d'enfants, au chapitre *Réseau relationnel de M. Nihoul*. Ce réseau est la clef du secret qui empêche tout débat public sur le sujet.

L'escroc flambeur et partouzeur entretenait des liens étroits avec des ministres et des officiers de gendarmerie, un milieu impliqué dans une affaire de murs du début des années 80 (les *Ballets roses*), qui fut considérée comme une affaire d'État, et qui serait à l'origine de l'incendie du journal *Pour*. Il semble que le débat gênait déjà, à l'époque. Face à de telles atteintes à la liberté d'expression et aux blocages de la Justice, la condition indispensable pour ne pas attendre la vérité pendant cinquante ans, est sans doute la création d'une nouvelle commission d'enquête parlementaire.

Marc Reisinger

Association *Pour la vérité*
27 rue de la Vanne à 1000 Bruxelles
tél. 02/640.46.28
pour.la.verite@club.worldonline.be

Déclaration du séminaire mondial sur l'éducation

organisé dans le cadre du Forum social mondial
Porto Alegre, 1er et 2 février 2002

Nous, personnes déléguées au Séminaire mondial sur l'éducation, représentant des organisations éducatives et sociales de diverses régions du monde, sommes profondément outrées par les conséquences injustes et inhumaines des politiques néolibérales sur le

développement des nations et des personnes. Nous avons la conviction qu'un autre monde et une autre éducation sont possibles et nécessaires. L'accès universel, le partage et l'échange des savoirs au niveau mondial sont désormais des questions centrales. Cela exige que le savoir soit reconnu comme un bien de l'humanité.

1. Les inégalités que nous observons entre les nations et à l'intérieur de chacune sont scandaleuses. La pauvreté et la misère se conjuguent souvent au féminin, avec la couleur de la peau et l'origine ethnique. Nous exigeons d'urgence des mesures concrètes afin d'éliminer la pauvreté et la misère qui affligent des centaines de millions d'enfants de par le monde. 250 millions d'entre eux doivent travailler pour survivre. Et des millions d'enfants sont exploités, vivent dans la rue, sont contraints à la prostitution, réduits à l'esclavage ou utilisés comme enfants soldats.

2. Nous constatons que, dans les pays du Sud, plus de cent millions d'enfants, majoritairement des filles, n'ont accès à aucune éducation scolaire. Neuf cents millions de personnes dans le monde, soit près d'un adulte sur trois, vivent avec le fardeau de l'analphabétisme. L'immense majorité n'a pas accès à l'enseignement secondaire et encore moins à l'enseignement supérieur, pourtant nécessaires au développement social. La population autochtone n'a généralement pas accès à une éducation qui respecte sa langue et sa culture.

3. À notre grand regret, ni les politiques sociales et éducatives ni les investissements ne sont à la hauteur des défis à relever et des engagements pris ces dernières années par les gouvernements lors des divers forums mondiaux ou régionaux. Dans de nombreux pays, le développement de l'éducation stagne, les infrastructures éducatives se dégradent, l'éducation se privatise. « Clients, produits, concurrence, rendement » sont des mots qui inspirent désormais un projet dangereux pour l'avenir de l'éducation publique.

4. Nous tenons d'abord à exprimer notre opposition aux traités commerciaux ou projets qui ne respectent pas les intérêts et la participation des peuples, comme c'est le cas de la ZLEA. Nous réaffirmons avec fermeté que l'éducation n'est pas une marchandise, que nous nous opposons énergiquement à la commercialisation en cours de l'éducation et à son inclusion, tout comme à celle de la culture, de la santé et des services publics en général, dans les accords sur la libéralisation du commerce des services.

5. Nous avons la conviction qu'une autre éducation est nécessaire. L'éducation est un droit social universel fondamental des personnes et des peuples qui doit être assuré par un service public sous responsabilité de l'État et financé par ce dernier. Ce droit comprend non seulement la formation générale, mais également la formation professionnelle ou technique.

6. Nous revendiquons une éducation publique gratuite et de qualité pour toutes et tous qui soit accessible tout au long de la vie. Les gouvernements doivent, le plus rapidement possible, élargir l'accès à l'éducation préscolaire et aux services à la petite enfance (0 à 6 ans), offrir une éducation de base obligatoire d'au moins neuf ans et mettre en œuvre des politiques visant à réduire radicalement les inégalités face à l'éducation.

(...) Pour lire la suite, cliquez ici

A **lire également:** Une éducation démocratique pour un monde solidaire. Une éducation solidaire pour un monde démocratique. Texte présenté au Forum Social Mondial par le Forum Mondial sur l'Éducation (rédigé par Bernard Charlot)

L'Aped a besoin de vous !

L'Aped se développe. Son site Internet et sa revue "papier" prennent de l'extension et attirent toujours plus de lecteurs. Nous voulons encore faire mieux: offrir semaine après semaine l'info essentielle aux défenseurs d'une école démocratique.

Pour cela, il nous faut votre aide. Vous lisez un quotidien, un hebdo, un journal syndical ? Alors devenez correspondant de l'Aped. Envoyez-nous les informations importantes, originales, significatives... que vous aurez rencontrées. Vous choisissez la forme qui vous semble appropriée: petits articles ou analyses plus circonstanciées.

D'autre part, nous avons un grand besoin de traducteurs (néerlandais, anglais, espagnol, allemand...), de correcteurs, d'infographistes. Toute aide, même la plus modeste, est la bienvenue.

Ecrivez à **aped@skynet.be**

BONNES PAGES

Les Égorgeurs de Benoist Rey

Préface de Mato Topé

Le livre (interdit) de Benoist Rey
vient d'être réédité
aux éditions du Monde Libertaire.
Extrait, préface de Mato Topé.

Quand Les Égorgeurs se recrutaient dans les rangs de l'armée française

À Sid Ali, Gavroche de la Casbah, torturé à 14 ans durant la bataille d'Alger et qui a eu la grandeur d'âme de m'honorer de son amitié, moi le pied-noir au nom duquel il avait subi l'innommable.

Lorsqu'en septembre 1959, Benoist Rey débarque en Algérie, "la guerre sans nom" qui achève sa cinquième année, entre dans une nouvelle phase. Lors de l'allocution du 16 septembre, le Général de Gaulle accepte officiellement le principe de l'autodétermination du peuple algérien. Ce tournant permet désormais d'envisager l'indépendance à terme et marque, *de jure*, la fin du régime colonial puisque la personnalité algérienne est reconnue et, de ce fait, le droit du peuple algérien à disposer de lui- même. Dès lors, les opérations militaires consistent non plus à gagner contre des rebelles, mais à imposer la paix pour pouvoir organiser la consultation des populations qui se taisent face aux pressions des hommes en armes (FLN et armée française). C'est du moins la version officielle.

En fait pour le pouvoir gaulliste, la guerre est d'ores et déjà perdue, non pas militairement mais politiquement ; l'Algérie, du reste, est perçue, parce qu'elle grève le budget de l'État, comme un obstacle à la nécessaire modernisation du pays, un boulet qui par conséquent entrave le développement de la France et de surcroît obère ses relations internationales. Dans leur grande majorité, les élites du pays sont convaincues qu'il faut sortir au plus vite du bourbier algérien.

Néanmoins, le contingent continue d'être acheminé vers l'Algérie. Car désormais, pour le politique, les opérations sur le terrain sont destinées à créer un rapport de force pour obtenir le maximum de ce qui reste à

négocier (pétrole, positions stratégiques, Sahara pour les expérimentations atomiques).

En revanche, pour les militaires qui assurent le sale boulot, l'ambiguïté est possible : il convient *d'intensifier la lutte contre la rébellion jusqu'à la pacification intégrale*, selon l'ordre du jour du général Challe du 22 septembre. Pour ce faire, le ratissage et le quadrillage des djebels vont être renforcés tout en tentant de rallier la population algérienne. En face, le FLN refuse la paix des braves offerte par de Gaulle car il redoute de ne pas être suivi par sa base et surtout d'être privé de la victoire totale. En conséquence, la lutte entre dans sa dernière phase. La plus violente.

Issu d'un milieu aisé et conservateur, *un père farouchement maurassien, pétainiste* (1), Benoist Rey a rompu avec sa famille et son entourage après avoir échoué pour la deuxième fois au baccalauréat en octobre 1957 et avoir choisi d'être apprenti typographe. À l'été 1958, appelé sous les drapeaux, Benoist Rey fait rapidement ses classes en Allemagne. Il a 21 ans, en septembre, lorsqu'il débarque en Algérie. Dès ses premiers jours sur le sol algérien, il découvre tout à la fois la réalité coloniale, *Un chemin : d'un côté la villa blanche et la ferme opulente, de l'autre côté les "mechtas" en torchis, alignées, brunes comme le sol ; une barrière les isole*, qu'il sera ensuite conduit à nuancer, *Les pieds-noirs et les musulmans aisés y avaient des villas*, tout en conservant *la haine du pied-noir* et la sale guerre avec sa torture systématique et les exécutions sommaires. Volontaire d'office, comme il l'écrit lui-même, il est affecté dans les commandos de chasse où il participera aux opérations menées dans la région de Djidjelli. Pendant un an, il va être simultanément acteur et témoin de cette guerre que conduit la France au nom de la civilisation.

Et c'est vraiment une guerre sale si tant est qu'il en existe de propre, mais particulièrement sale dans la mesure où elle oppose une armée dotée d'une technologie moderne à une population. La stratégie de ce type de guerre a déjà été rodée au XIXème siècle, comme dans le nord du Mexique lors de la guerre dite de reconquête coloniale contre les

Apaches, ou comme durant la guerre de Sécession quand le général Sherman faisait incendier fermes et récoltes (2).

Bien sûr, ces méthodes ont déjà été utilisées dans la guerre de colonisation de l'Algérie qui a duré plus de quarante ans. Cette façon de "traiter" la question indigène a ensuite perduré durant toute la colonisation ; les diverses insurrections furent matées impitoyablement. En 1945, la répression qui a suivi le soulèvement de Sétif et de Guelma a été atroce ; en réponse à une manifestation ayant dégénéré dans le sang, les autorités engagent des moyens disproportionnés mais à la mesure de la peur engendrée parmi la population européenne (3) ; l'aviation et la marine bombardent le bled ; au sol, les fantassins secondés par des civils multiplient exécutions sommaires et exactions. L'aveuglement et les outrances de cette répression ont provoqué une rupture définitive entre la France et les élites algériennes, persuadant ces dernières de l'inanité de leur recherche d'égalité et d'intégration.

Le comble de l'ignoble fut atteint pour les anciens combattants originaires de la région. Après leur démobilisation (4), ils découvrirent, en effet, que pendant qu'ils étaient au front où rien ne leur fut épargné, des troupes planquées à l'arrière avaient massacré leurs proches. Il était évidemment plus aisé de bombarder des mechtas que de partir à l'assaut des pentes du Monte Cassino ! Bien des vocations "terroristes" sont nées ces jours-là. Kateb Yacine l'exprimait si bien...

Une fois les hostilités armées ouvertes, la guerre contre le peuple impose d'isoler les rebelles afin de les priver de tout soutien. Pour ce faire, les stratèges déterminent des aires géographiques, l'armée les vide de leurs habitants et elles deviennent des zones interdites, zones de feu à l'intérieur desquelles toute personne est considérée comme suspecte et traitée comme telle. Pour inciter les villageois à quitter leurs maisons, à abandonner leurs pauvres champs, l'armée incendie les toits de chaume, abat les mulets et les vaches, et si cela ne suffit pas, un vieillard égorgé et pendu *à la poutre maîtresse du toit* et le viol collectif d'une fillette de quinze ans sauront persuader les plus récalcitrants... Témoignage accablant, terrible !

En France, au même moment, la dénégation est la règle. Le 7 avril 1961, le livre de Benoist Rey est saisi quatre jours après sa sortie en librairie. Le 15 octobre 1959, dans la *Revue des Deux Mondes*, Pierre Voizard, réagissant à l'allocution du Général de Gaulle, peut écrire, en toute conscience, mais sans avoir quitté les quais de la Seine : *N'en déplaise aux détracteurs de l'armée, notre souci de réduire humainement une guérilla inhumaine nous interdit de recourir à certains modes de répression. Aux grenades et aux mitraillettes des fellagha, qui frappent sans discernement militaires et civils, adversaires et amis, nous opposons d'abord des investigations épuisantes, pas toujours récompensées* (5).

C'est contre toute évidence que ce discours sera tenu pendant toute la durée de la guerre et, au-delà, jusqu'à nos jours alors même que des officiers gé-néraux, et pas des moin- dres, ont revendiqué la torture comme un moyen de lutte contre le terrorisme dès la bataille d'Alger en 1957 (6) ou que quelques rares autres ont préféré démissionner plutôt que de cautionner de telles pratiques. Mais surtout, on estime que plus de deux millions et demi d'Algériens ont été déplacés et plus d'un million ont trouvé refuge en Tunisie ou au Maroc. C'est donc plus du tiers de la population qui a fui et un paysan qu'il soit algérien ou kosovar ne quitte pas sa terre sans une forte "incitation". Quant à la torture, elle fut pratiquée non pas seulement pour faire avouer un poseur de bombe (rhétorique justificative classique : *Si j'en torture un, c'est pour en sauver cinquante*) mais plus profondément pour briser l'ennemi, pour le déshumaniser et terroriser les populations. Alors au fil des pages, se succèdent les scènes d'horreur : viols systématiques, mutilations, *on dépouille les cadavres*, à l'occasion *quelqu'un urine et crache sur le mort*. La torture fait tellement partie du quotidien que des locaux et des personnels lui sont destinés : *Au-dessus de la porte d'une salle de torture, l'inscription "Au Bon Accueil"*. Ironie fonctionnelle en ce qu'elle banalise l'horreur au quotidien, mais insupportable en ce qu'elle renvoie à l'inscription au fronton de Dachau *Arbeit macht Frei*.

Tout compte fait, si on additionne les personnes déplacées par l'armée française, celles qui ont fui au-delà des frontières, les morts et les

blessés, c'est plus de la moitié des Algériens qui ont été directement les victimes des "événements d'Algérie".

Sera-t-il possible un jour de mesurer l'ampleur du traumatisme sur les individus et sur l'ensemble de la société algérienne ?

Dans son livre, Benoist Rey décrit minutieusement les méthodes employées et nomme les auteurs de ces barbaries. Si des initiales protègent leur anonymat, Benoist Rey s'engage en préambule à tenir *à la disposition de la justice les noms des personnes dont les initiales sont citées*. Devant le peu d'empressement du pouvoir à engager des poursuites, Benoist Rey dévoilera leur anonymat dans *Vérité et Liberté* (n9, mai 1961), sans plus de succès du reste. Son témoignage s'avère vraiment intolérable. D'autant qu'il n'incrimine pas que des troupes spéciales ou des "supplétifs indigènes", il charge également de jeunes appelés du contingent qui participent à ces exactions : *L'explication ? Qu'on pense au petit employé qui, mobilisé en Algérie, a pleins pouvoirs sur la vie et la mort. Comme des esclaves assoiffés d'autorité, il en abuse.*

On peut s'en douter, les Algériens ne seront pas les seuls atteints dans leur dignité. Les soldats français n'en sortiront pas indemnes. Benoist Rey nous dit *ses premières larmes d'homme* après sa première expédition de ratissage. L'hiver venu, alors que la "pacification" s'intensifie, il note : *Quel nom aura notre honte ? Quel remords sera le nôtre ? Au fil des jours, c'est l'emprisonnement, l'assassinat anonyme et collectif, les coups de crosse et les injures. Et personne ne dit rien, chacun se repose sur l'autre. Personne ne prend de responsabilités* (...) *Nous perdons tout sentiment de dignité, d'humanité. Le corps est fatigué, la tête est vide. Le cur aussi.*

Ce sentiment de culpabilité sera sûrement à l'origine du silence des appelés à leur retour en France. D'autant que, si la droite nationaliste niait tout en bloc, la gauche entretenait la fiction d'une armée scindée en deux, *d'un côté l'armée de métier, une bande de tueurs et de bourreaux. De l'autre, les p'tits gars du contingent, gentils garçons de tout cur avec les Algériens. La réalité est plus cruelle*. Cette fiction lui permettait de justifier son absence de soutien à l'insoumission et son

rejet de la désertion, bref son respect de la légalité. Elle légitimait également la poursuite de sa politique dans laquelle le contingent servait ses objectifs de paix (7). Quoi qu'il en ait été, l'ensemble de la classe politique se retrouvait pour occulter la complicité des jeunes appelés dans les crimes commis au nom de la République.

Ce consensus douteux explique le scepticisme qui entourera le témoignage déroutant de Benoist Rey, l'interdiction qui frappera son livre et le peu d'empressement mis par les journaux de gauche à s'engager contre cet acte de censure. Il se trouve également à l'origine du "mal algérien" dont souffre la France qui a préféré l'amnésie officielle au douloureux travail de mémoire. À leur retour, il n'y avait personne pour prendre en charge le traumatisme des appelés qui ont dû vivre avec leurs souvenirs. Grâce au travail remarquable de Bertrand Tavernier et Patrick Rotman effectué en 1991 dans *La guerre sans nom*, le spectateur peut avoir une idée de ces blessures jamais vraiment refermées. Cette amnésie a ensuite été, en quelque sorte, légiférée : plusieurs lois d'amnistie se sont succédé en rafale avec la réintégration dans les cadres de l'armée des officiers généraux factieux par le premier gouvernement de gauche (8) : elles interdisent de faire retour sur les faits couverts par la loi. Papon a bien été condamné pour complicité de crimes contre l'humanité mais ne saurait répondre de ceux commis sous ses ordres dans le Constantinois ou à Paris.

Malheureusement de l'autre côté de la Méditerranée, l'amnésie est identique car l'élaboration de la mémoire officielle a donné lieu à une vaste entreprise d'occultation. En effet, le FLN ne s'est pas privé d'employer les pires méthodes que la propagande française utilisait à son tour pour justifier l'injustifiable. Malgré son engagement en faveur de l'indépendance, Benoist Rey note, au hasard des événements, les abominations commises par les hommes du FLN : *Les éléments pro-français ont été "éliminés" par le FLN - Dix soldats français ont été tués dans une embuscade - Deux soldats ont été égorgés - Un enfant est égorgé par les rebelles*. Nous savons aujourd'hui que les victimes algériennes du FLN se comptèrent par milliers durant toute la guerre en Algérie mais aussi en France parmi les émigrés, en particulier afin de s'assurer la perception de *l'impôt révolutionnaire*. La lutte pour le

contrôle de la population fut féroce et les adversaires du FLN exterminés qu'ils aient été pro-français, partisans de Messali Hadj (9) ou, de manière plus conjoncturelle, opposés à la ligne du Front (10). Enfin, la grande fête de l'indépendance se solda par quelques milliers de français assassinés en particulier à Oran et dans ses environs, histoire de les inciter à partir, et surtout par des dizaines de milliers d'Algériens liquidés pour faits plus ou moins avérés de collaboration.

Tous ces meurtres atroces, cette *purification ethnique* avant l'heure, ont été effectués dans le silence complice des amis de l'Algérie (dans la série *Malheur aux vaincus !*, alors même que l'on peut penser que les pieds-noirs restés après l'indépendance n'étaient pas les plus compromis avec les crimes de l'OAS) et dans le mutisme gêné des autorités françaises qui s'en sont lavé les mains alors que leur responsabilité était directement engagée. Après l'indépendance, les militaires au pouvoir instrumentalisèrent la fiction politique d'un Front qui transcende les divisions de classes pour légitimer le parti unique, instrument de leur dictature. Dans ce sens, ils firent du *peuple le seul héros* de l'histoire algérienne, *histoire aseptisée*, selon l'heureuse expression de Benjamin Stora, qui avait pour principale fonction d'occulter le pluralisme politique qui avait présidé à la naissance du nationalisme algérien et surtout la violence extrême avec laquelle il avait été réduit.

En fait, une des leçons de la guerre d'Algérie est que le contrôle de la population constitue l'enjeu unique de la lutte pour le pouvoir qui arbore ici son véritable visage ou, pour le moins, son visage originel : son ontologie est bien la terreur.

Voilà pourquoi *le pouvoir est maudit* ! De plus, la lecture de Benoist Rey nous conduit à reconsidérer ce lieu commun utilisé dans toute réflexion sur le rapport entre démocratie et terrorisme : une démocratie serait désarmée pour combattre le terrorisme.

Si elle utilise les méthodes nécessaires, elle peut perdre à la fois son âme et le combat.

En fait, au cours de ce siècle, tous les États de droit, lorsque le monopole de la violence leur était directement contesté par des groupes armés, ont laissé délibérément subsister de larges zones de non-droit pour finalement l'emporter... sauf face à un mouvement réellement adossé à un peuple (FLN, IRA). Constat qui relativise l'effectivité du fonctionnement démocratique de ces États et qui montre qu'entre le respect du droit et la survie de l'État (11) le choix ne se pose jamais vraiment. D'autant que l'Algérie ne fut jamais la France, quoi qu'en disent les nostalgiques de l'Algérie française, puisque la loi fondatrice de la République, l'égalité des citoyens devant la loi, n'y était pas appliquée ; il fallut attendre 1958 pour que les Algériens soient reconnus comme des *Français à part entière*. Mais il était évidemment trop tard.

Les véritables "bradeurs" de l'Algérie furent ceux qui firent en sorte que les réformes nécessaires soient perpétuellement différées afin de préserver leurs intérêts.

Mais peut-on demander aux classes dominantes de faire preuve d'intelligence historique à long terme (12) et surtout, pouvait-il en être autrement sans remettre en cause le fondement même de la colonisation ?

Si, à sa sortie, *Les Égorgeurs* fut censuré tant il dérangeait les consciences, aujourd'hui, ce livre conserve toute sa force d'inquiétude ; bien qu'entré dans le domaine historique, il permet de mettre le présent en perspective : c'est à nouveau la guerre.

Au Kosovo, l'OTAN (dont fait partie la France) tente de faire croire qu'elle mène une guerre propre, chirurgicale, humanitaire même, afin de protéger une population victime d'une violence d'État.

S'il n'y avait les dégâts collatéraux dont sont victimes les populations civiles serbes et même kosovares et les massacres systématiques opérés à l'encontre des Albanais du Kosovo par l'armée serbe et ses hordes para-militaires, cela prêterait à rire.

Le dictateur de Belgrade, quant à lui, tient un discours identique à celui des diplomates français durant la guerre d'Algérie pour refuser *les ingérences dans la politique intérieure d'un État souverain* et *les atteintes à la souveraineté nationale yougoslave* et, aujourd'hui, comme hier, cette réthorique creuse prétendant au droit de pouvoir massacrer en toute liberté dans son pré carré est à dégueuler.

Benoist Rey nous l'avait déjà dit : le colonialisme et le nationalisme portent la guerre en eux comme la nuée l'orage ; toutes les guerres sont sales ; et tous les soldats de toutes les armées du monde sont des soudards.

De l'autre côté de la Méditerranée, le pouvoir algérien fait face à des "événe- ments" terribles depuis huit ans. Une nouvelle guerre, à nouveau sans nom, constitue un cruel rappel pour toutes les consciences. Elle est conduite avec tous les moyens militaires dont dispose le pouvoir en Algérie qui n'en est pas dépourvu et qui sait pouvoir compter sur la France si, d'aventure, il en manquait. C'est encore une armée qui lutte contre des groupes évoluant au sein d'une population et qui fait appel au renfort de milices d'autodéfense. On assiste médusé, incrédule, à une reprise terme pour terme du discours du pouvoir en butte à une lutte armée et, malheureusement aussi, à un renouveau de pratiques ayant fait leurs preuves. La main de l'étranger est débusquée derrière les attentats : les terroristes viennent d'ailleurs, de France, d'Afghanistan, d'Iran ou du Soudan. Le terrorisme est résiduel et de toutes façons on ne négocie pas avec les égorgeurs... Pendant ce temps-là, le napalm est à nouveau employé dans le bled, les camps d'internement comptent des milliers de détenus sans défense, ni recours et les disparus se multiplient sans que leurs proches ne sachent ce qu'il est advenu d'eux. Il est vrai que l'État algérien n'a pas la culture démocratique pluriséculaire de la France même si la pratique de bourrer les urnes au vu et au su de tous, et donc avec le plus profond mépris des électeurs, est un héritage direct de la période coloniale...

En face, les terroristes "terrorisent" avec application et s'en prennent à tout ce qui de près ou de loin appartient pour eux au parti de la France, *Hizb França*, mais aussi à des paysans misérables, à des femmes

et des enfants. Pour eux qui se qualifient de *moujahidine*, il s'agit d'accomplir enfin les buts de la guerre de libération en liquidant la *junte* au pouvoir et toutes traces de l'héritage colonial pour en revenir au passé mythifié de la grandeur de la civilisation arabo-musulmane et construire la communauté des croyants. Allah est grand et, en son nom, ses croisés égorgent enfants et vieillards, violent des fillettes, incendient des écoles et posent des bombes sur les marchés.

Cette réapparition de la barbarie après l'échec d'une forme caricaturale du socialisme scientifique à la mode algérienne (mélange d'islamisme et de tiers-mondisme) contraint à faire un retour sur les événements qui ont présidé à la naissance de ce nouvel État, sur son fonctionnement depuis l'indépendance et sur les complicités dont il a bénéficié des deux côtés de la Méditerranée. Pour les staliniens du *Parti de l'avant garde socialiste* (PAGS), critiquer Boumediene revenait à faire le jeu des ennemis du socialisme... Ce retour terrifiant oblige également à réfléchir sur les implications de la lutte armée et sur ses dérives inévitables :

Un souci de cohérence devrait nous imposer de dire soit que nous avions tort d'approuver les formes de la guerre "juste" menée par le FLN (sans couvrir pour autant les exactions meurtrières d'une armée que l'on ne peut malheureusement pas circonscrire à l'agonie coloniale), soit que le FIS a raison de faire aujourd'hui la même chose avec le même cynisme, et le même soutien populaire, nourri d'une dose équivalente de xénophobie (13).

En fait, c'est la question centrale de la mémoire liée aux relations entre l'Algérie et la France qui se trouve posée. Des deux côtés de la Méditerranée, on a coulé une chape de plomb après le départ massif des colons. Sous elle, les plaies mal cicatrisées ont généré une gangrène (14) dont on peut lire les symptômes, en miroir toujours, dans les programmes de *purification ethnique* du FIS et des FN. Car le caractère incomplet et inachevé de *l'épuration ethnique* en France comme en Algérie est analysé par ces intégristes comme la source de tous les maux dont souffrent nos sociétés. En effet, sur les deux rives, il existe une communauté bien vivante qui s'obstine à les relier, à

refuser de voir dans la Méditerranée une frontière qui sépare et pour la considérer, au contraire, comme un lien. En France, les Maghrébins (travailleurs immigrés et harkis confondus), les pieds-noirs et tous ceux qui sont allés travailler sur cette terre sont, à des titres divers, des ponts, des "truchements" (15) entre les deux mondes. Dans la mesure où *le racisme pointe non pas l'intolérance à ce qui est différent mais la peur, ou l'horreur panique, de ce que cette différence cache de semblable* (16), le racisme dont fait preuve une part trop importante des pieds-noirs peut se lire comme un déni de soi, comme le refus de la dimension algérienne de leur histoire. En Algérie, les descendants de harkis, les intellectuels et aussi une grande partie des anciens émigrés de retour au pays qui ont adopté un mode de vie incompatible avec la *pureté originelle* constituent pour les islamistes le diabolique parti de la France. Et sur cette rive-là aussi, cette haine xénophobe n'est autre que la négation de cette partie française qui contribue à la richesse de la culture algérienne.

Heureusement, le pire n'est pas toujours inévitable. Face aux sanglants replis sur soi, de nombreux signes même ténus laissent à espérer. L'Algérie n'est pas l'Iran et les islamistes ont perdu leur principale bataille : la population ne s'est pas ralliée à leurs mots d'ordre obscurantistes. Quotidiennement, des filles, toujours plus nombreuses, vont tête nue, les jeunes en âge d'être scolarisés continuent de fréquenter en masse écoles et universités, la musique profane est toujours aussi populaire, les paraboles maudites ornent les toits et font entrer dans les demeures les images du monde entier.

En France, le chômage fabrique de l'exclusion et frappe en priorité les enfants de l'émigration qui cumulent bien des handicaps. Mais ceux-ci ne sont pas insurmontables et de nombreux exemples démontrent l'intégration réussie de jeunes issus de l'émigration.

Après la disparition de l'immense Jacques Berque (17) qui était né en Algérie en 1910, deux des meilleurs spécialistes (18) de l'Algérie dans l'université française sont Benjamin Stora, pied-noir de Constantine et Mohammed Harbi ; quant au bouillonnant Bruno Étienne, il a vécu en Algérie et a épousé une Algérienne. Trait d'union fort, la littérature en

langue française inspirée par l'Algérie est prolifique et réunit aujourd'hui, entre beaucoup d'autres, Abdelkader Djemaï et Jean-Jacques Gonzalès dans leurs souvenirs d'enfants du même quartier d'Oran (19), comme hier, elle unissait Mouloud Feraoun et Albert Camus. Plus largement, les musiques populaires algériennes, Raï ou Chaabi, ont fait leur entrée dans les hit-parades et, lorsqu'on examine la composition de ces groupes, on constate qu'ils comptent nombre de musiciens qui n'appartiennent pas à l'émigration. Hier chantre des pieds-noirs, aujourd'hui ambassadeur de l'UNESCO et interdit de concert par les FN, Enrico Macias vient de donner, lors du dernier printemps de Bourges, un concert en hommage à son beau-père, Cheikh Raymond Leyris, grand maître de cette musique arabo-andalouse à laquelle il l'initia. Il n'est pas étonnant que la culture montre la voie tant il est vrai qu'elle ne connaît pas de frontière et qu'elle est métisse dans sa nature même... Voilà pourquoi tous les dictateurs sortent leur revolver à sa seule évocation et voilà pourquoi Cheikh Raymond fût assassiné à Constantine par le FLN en 1961 de la même manière que Cheb Hasni le fût en 1994 à Oran par les islamistes plus de trente ans après. Tragiques bégaiements de l'histoire ! Si Cheikh Raymond fut abattu parce qu'il était juif et qu'il était scandaleux donc qu'il fut un maître de la musique arabe, Cheb Hasni l'a été car il incarnait le raï. Or le raï comme le football, a le tort de s'adresser aux jeunes (70% des algériens ont moins de vingt-cinq ans) et, surtout, de mobiliser les plus pauvres d'entre eux, contestant ainsi l'hégémonie que les islamistes cherchent à construire. Dans la même logique, Hocine Dihimi, dit Yamaha (20), sera abattu le 11 juin 1995 parce qu'il était le "héros" païen des supporters du club de foot de Belcourt.

Benoist Rey terminait son livre sur une question *N'y aura-t-il jamais de Nuremberg algérien ?*. Près de quarante ans après, il est fort peu vraisemblable que les bourreaux qui ont officié en Algérie aient un jour des comptes à rendre à quiconque. Les meurtres de Maurice Audin ou d'Abbane Ramdane resteront vraisemblablement impunis et justice ne sera jamais rendue. Cependant, à chaque fois qu'un pont, si modeste soit-il, est jeté entre les deux sociétés, leurs assassins subissent une défaite. Il convient donc de s'employer à les multiplier pour lever de manière irréversible la frontière entre ces deux pays riches d'une

histoire commune et pour faire reculer la mort à l'uvre sur les deux rives...

Mato-Topé

(1) Benoist Rey, *L'arme à gauche*, in *L'opposition artistique*, novembre 1964, p.7.

(2) En écho aux guerres indiennes menées par des officiers formés par la guerre de Sécession, on retrouve dans le livre de Benoist Rey un officier supérieur qui donne l'ordre d'ouvrir le feu sur un troupeau de vaches, *Allez, tirez, tirez crie-t-il. Les bêtes s'écroulent, une à une.*

(3) Pendant toute la durée de la guerre, les femmes laissées seules dans le bled par leurs hommes mobilisés redoutèrent une révolte indigène qui ne survint finalement que ce fameux 8 mai où des Algériens eurent l'impudence de croire que la fin de la guerre en Europe allait coïncider avec le début de leur émancipation.

(4) En 1936, les Algériens étaient astreints à 14 mois de service (alors que les colons ne devaient en effectuer que 10) et percevaient une solde inférieure. À leur retour, l'inégalité perdure : les anciens combattants indigènes toucheront une pension inférieure à leurs compagnons.

(5) *Algérie 1830-1962, Les trésors retrouvés de La Revue des Deux Mondes*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1999, p.500.

(6) Il suffit de lire le livre édifiant du général Massu, *La Vraie Bataille d'Alger*, et de se souvenir que, sur les 20.000 arrêtés par les parachutistes, 3.024 avaient disparu avant que Paul Teitgen, secrétaire général pour la police de la préfecture d'Alger, écuré, décide d'arrêter de les comptabiliser afin que sa présence ne confère pas une apparence de légalité à ces pratiques inqualifiables. Bien piètre gaulliste, le général Massu aurait dû savoir qu'une armée peut gagner une bataille pour finalement perdre la guerre. Et, de fait, pour éradiquer le FLN, les parachutistes avaient meurtri chaque famille et étaient ainsi parvenus à rallier l'ensemble des habitants de la Casbah à la cause de l'ennemi qu'ils cherchaient à détruire.

(7) D'une part, en métropole, le mécontentement croissant de la population pesait lourdement contre la poursuite de la guerre. D'autre part, en Algérie, les appelés constituaient une troupe peu encline à suivre des officiers factieux. C'est pourquoi les partisans de l'Algérie française cherchèrent à réduire l'engagement du contingent dans le conflit (voir l'amendement Salan qui fut rejeté par l'Assemblée nationale). Enfin, avec le refus de la guerre, la gauche tenait une ligne de masse susceptible de mobiliser largement. Dès 1955, le front républicain avait gagné les élections en centrant sa campagne sur *La paix en Algérie*.

(8) François Mitterrand s'est sans doute souvenu qu'il était Ministre de l'intérieur au moment du déclenchement de la guerre et de sa déclaration en novembre 1954 lors d'une tournée en Algérie : *Une seule réponse à la barbarie, la guerre*.

(9) Comme les 377 victimes de Melouza égorgées en une nuit d'horreur.

(10) Combien d'intellectuels montés au maquis et soupçonnés d'être des traîtres ont-ils été assassinés par les militaires, déjà profondément "poujado-populistes", pendant la guerre elle-même ? En tout cas, les premiers intellectuels égorgés le furent par le FLN et non par les islamistes !

(11) Même à un niveau symbolique. En effet, il est peu crédible que la *Fraction Armée Rouge* ait jamais menacé réellement le puissant État allemand et cela même en assassinant quelques dignitaires du régime. Mais il était important que les Allemands croient en la réalité de cette menace qui justifiait le renforcement du contrôle policier (plus d'un million d'Allemands fichés) et les méthodes employées (*Berufsverbot* : interdiction de travailler, pour les sympathisants dont il fallait *assécher le marais*, "suicides" collectifs dans une prison de haute sécurité conçue spécialement pour les terroristes de la RAF). La force du symbolique et la raison d'État

imposaient qu'un gouvernement social-démocrate fasse des funérailles nationales au patron des patrons, Hans Martin Schleyer, en passant sous silence pudiquement son passé de haut dignitaire nazi et de criminel de guerre...

(12) À court terme, le grand colonat sut préserver ce qui pouvait l'être et vendre lorsqu'il était encore temps pour investir en métropole avant même que l'OAS, qu'il finançait, pousse les petits Blancs vers une politique de la terre brûlée.

(13) François Pouillon, *Algérie, ma vie*, in *Penser l'Algérie*, Cahiers Intersignes, n10, printemps 1995.

(14) Cf. *La gangrène et l'oubli* de Benjamin Stora, Paris, La Découverte, 1991.

(15) Au XVIIIème siècle au Canada, on nommait ainsi les jeunes Français que les marchands faisaient hiverner chez les Indiens afin qu'ils apprennent la langue et les murs et puissent ensuite servir d'intermédiaires dans le commerce des fourrures.

(16) Daniel Sibony, 1974.

(17) Lire entre autres, *Mémoires des deux rives*, Le Seuil, Paris, 1989.

(18) Parmi de nombreux autres. Benjamin Stora dénombre plus de 2.200 ouvrages consacrés au conflit dans son *Dictionnaire des livres de la guerre d'Algérie*, L'Harmattan, Paris, 1996. C'est dire que l'amnésie n'est pas liée à la disponibilité des sources. L'information et la réflexion existent bel et bien, et *Les Égorgeurs*, à nouveau disponible, constitue une contribution supplémentaire à la connaissance.

(19) Lire par exemple Abdelkader Djemaï, *Sable rouge* (Michalon), et Jean-Jacques Gonzalès, *Oran* (Séguier) ou encore *Une enfance algérienne*, textes recueillis par Leïla Sebbar (Gallimard) qui, comme *Algérie, un rêve de fraternité* (Omnibus), réunit sous une même couverture des auteurs algériens de toute origine.

(20) Lire *Yamaha d'Alger*, Vincent Colonna, Tritram, Paris, 1999.

POING FINAL

À propos de l'Affaire Delphine

Un des aspects intéressants de *L'affaire Delphine* est l'attitude embarrassée des médias, qui connaissaient depuis longtemps l'existence de la fille naturelle d'Albert II. L'information avait été publiée dès février 1997 par la feuille satirique *Père Ubu*. Elle n'était pas passée inaperçue des rédactions, mais il y eut des consignes et la presse dite "sérieuse" se tut.

Dans un véritable "remake" du conte d'Andersen *Le roi est nu*, il a fallu qu'un gamin de 18 ans perce enfin le mur du silence. Accusé de tous les crimes (vouloir la séparation de la Belgique, ne pas être un historien professionnel...), le jeune homme se défend bien : *Je n'y peux rien si des journalistes frustrés se servent de moi comme alibi pour écrire enfin ce qu'ils savent depuis longtemps* (Mario Danneels, De Morgen, 23/10/99). Il en veut pour preuve que dès l'annonce de la révélation sur la fille naturelle d'Albert, la plupart des journaux avaient un dossier prêt. Comment les journalistes auraient-ils fait pour localiser si rapidement cette inconnue et détailler son curriculum et sa généalogie ? Certains ont même trouvé le site internet de la jeune femme, alors que son nom ne se trouve pas dans le livre de Mario Danneels. Tout cela montre que les rédactions étaient déjà au courant, mais que personne n'osait parler.

Il est glaçant de constater aujourd'hui que les principaux organes de presse francophones semblent avoir décidé de colmater la brèche dans le mur du silence. Ainsi, *Le Soir* annonce crânement : *Après une consultation interne et une consultation de certains de ses confrères de l'audiovisuel, Le Soir a décidé de ne pas dévoiler - et il s'en tiendra à cela - ce qu'il sait désormais, comme d'autres, sur la jeune femme présentée comme la fille du Roi* (Le Soir, 22/10/99). La presse dominante semble donc fière de troquer sa fonction de diffusion de l'information contre celle de rétention de l'information. Comment dire plus clairement que la presse subsidiée préfère cracher sur l'info (et par conséquent sur ses lecteurs) que cracher dans la soupe... Dès le 23 octobre on peut constater que la rédaction du *Soir*, de *La Libre Belgique* et de la *RTBF* n'accordent plus un mot à l'affaire.

Pourquoi est-il important que cette information - futile en elle-même - circule librement ?1. Parce que nous sommes des adultes, citoyens d'une démocratie, et non des sujets qu'on endort avec des contes de fées. Si le mariage du Prince Philippe mérite une couverture nationale, n'en va-t-il pas de même pour les aspects moins roses de la vie conjugale du Palais ? **2.** Parce que "l'inviolabilité" (impunité) de la personne royale suppose aussi une responsabilité plus grande, dont celle de ne pas tenir un double langage en prônant des vertus que l'on bafoue

soi-même. Comme l'écrivait très justement Luc Delfosse (Le Soir 21/10/99 - avant le nouveau blocus) : *Il y a sans doute une rupture entre l'autorité morale qu'entend incarner le chef de l'État et son comportement*. Songeons à l'insolente leçon de vertu imposée par "l'interruption volontaire de royauté" du roi Baudouin lors du vote de la loi sur l'avortement. Il est d'ailleurs amusant de noter que - selon des sources bien informées - c'est le roi Baudouin qui a prié Sybille de Sélys Longchamps de quitter le pays avec sa fille Delphine, pour ne pas troubler la quiétude du royaume. **3**. Parce que cette censure "royale" permet de bloquer des affaires plus graves. Rappelons qu'au début des années 80, un dossier judiciaire a été ouvert (et rapidement refermé) concernant des partouzes en présence de mineurs et de personnes haut placées. On y citait : *Vanden Boeynants, le Prince Albert, le général de gendarmerie Beaurir et l'entrepreneur Blaton* (Jean Mottard et René Haquin, *Les Tueries du Brabant*, Éd. Complexe, 1990, page 207). Sur cette affaire également, les journalistes bien informés savent beaucoup de choses, mais ils préfèrent généralement observer la loi du silence... Une exception de poids, l'article de Douglas Deconinck, *Des Ballets roses aux témoignages des X, l'enquête impossible* (De Morgen, 1/12/98), accessible sur le site d'*Alternative Libertaire* (http://users.skynet.be/AL/archive/99/213_jan/X1suite.htm).

Marc Reisinger

Association *Pour la vérité*
27 rue de la Vanne à 1000 Bruxelles
tél. 02/640.46.28
pour.la.verite@club.worldonline.be